



**CCI FRANCE
MADAGASCAR**

L'ÉCO

de la semaine

16 janvier 2021 - 22 janvier 2021

Commerce : Le « kapoaka » remis en question	3
Tourisme - La dessaisonalisation vise les jeunes	3
Eau potable : Trois camions citernes remis à la Jirama	4
Consommation - Le riz vendu à 550 ariary pour bientôt	4
Perspectives 2021: le secteur privé dans l'incertitude	4
Lutte contre le Kere : Un don de 686 000 dollars de la BAD	5
Service de métrologie légale : la modernisation à l'étude	5
Business de l'eau - Les usagers boivent la tasse	6
Passagers interdits d'entrée à Madagascar - 44 pays dans la liste noire	6
Projet Miatrika Covid : Début des formations le 26 janvier, pour soutenir le secteur Tourisme	7
Secteur minier: le ministère fait un tour d'horizon sur les sujets brûlants	7
JIRAMA - L'hybridation des centrales prend forme	8
Produits de rente: l'exportation génère 2.395 milliards d'ariary	8
MAEP : Prêt pour le relèvement post-climatique	8
FMI-Madagascar : Reprise des négociations pour une nouvelle Facilité Élargie de Crédit	9
Entreprise - La RSE comme argument marketing	9
Projet « Titre vert » - Vakinankaratra: 133 opérateurs sélectionnés	9
Nouveau Code minier - Présentation à l'Assemblée nationale en mai prochain	10
Chambre d'Agriculture : Une production rizicole compromise	10
Marché noir: le gramme de l'or se négocie à partir de 45.000 ariary	11
Economie collaborative - Le droit de la propriété remis en question	11
ONTM-CTM : Deux actions phares financées par l'Union Européenne	12
Prix à la pompe : un écart de 250 ariary par rapport à la vérité des prix	12
Fifaliana Rasolofomandimby, directeur de la protection des consommateurs - « Le «Kapoaka» sera normalisé à travers des textes légaux »	13
Réseau de la Jirama : Infrastructures très sensibles aux intempéries	13
Environnement - Le paulownia l'arbre idéal de la reforestation	14
Relance: les investissements privés mis en avant	14
15 607 nouveaux contribuables - Plus de 360 millions d'Ar dans la caisse de l'Etat	15
Jirama - L'État suspend le tarif Optima	15
Direction du trésor public : « Aucun contrat avec la société STA n'a été passé »	16
Jirama - Air Madagascar : Sources possibles de risques budgétaires selon la Banque mondiale	16
Infrastructure routière - 16,4 millions d'euros pour les rues de la capitale	16
Créations de mode : Le raphia : une grande tendance en France	17
Investissements publics et privés : Un plan d'action de partenariat conjoint entre la BAD et la BEI	17
Nouvelles technologies - L'outsourcing en plein essor	18
FAPBM : 10 milliards d'ariary pour 35 aires protégées	19
Secteur primaire - L'Agrégation agricole pour répondre aux besoins	20
Secteur Aérien : Menace de grève à l'ACM	20
Secteur primaire - L'Agrégation agricole pour répondre aux besoins	21
Prix de l'électricité - La Jirama capitule face au gouvernement	21
Saison des pluies trop sèche: Tana a soif d'eau	22
Inflation du prix des PPN - Impact sévère du marché international à Madagascar	23
Herimanana Razafimahefa : « Priorité à l'appui au développement local »	24
Secteur industriel - La LDIM aux oubliettes depuis 2017	24

Commerce : Le « kapoaka » remis en question

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 16 JANVIER 2021

L'opération « Vidin'entana » menée par le ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat (Mica) avec les responsables des marchés et les associations protégeant les droits des consommateurs, a échoué, un mois et demi après son lancement.

Ces dernières l'ont évoqué lors d'une rencontre entre les trois parties hier au Cenam à Andavamamba. D'aucuns reconnaissent la flambée des prix des produits de première nécessité surtout le riz, l'aliment de base de la population à Madagascar. À titre d'illustration, le prix du riz de variété locale comme « Manalalondo », « Mangamila » et « zanatany » s'affiche actuellement à 800 Ar le « kapoaka » sur les marchés de la capitale.

Produit incontestable. « Certes, le riz importé à raison de 550 Ar le « kapoaka » est bel et bien disponible sur les marchés, mais la majorité des consommateurs ne l'apprécient pas en raison de sa mauvaise qualité. Il fallait plutôt importer du riz de bonne qualité et non un produit non comestible pour pouvoir satisfaire les besoins des consommateurs. Un écoulement en grande quantité de riz import sur les marchés s'impose ensuite afin de réguler les prix de cette principale denrée alimentaire », ont exprimé de même voix les associations œuvrant pour la protection des droits des consommateurs et les responsables



Le Mica prévoit de distribuer de nouveaux « kapoaka » aux commerçants dans tout Madagascar.

des marchés. Hormis cela, ceux-ci ont également remis en question le « kapoaka », une boîte de conserve vide, utilisée par les commerçants. « Ce récipient est complètement truqué. Un kilo de riz ne correspond plus à trois « kapoaka » et demie. En outre, les autres instruments de pesage employés par les commerçants sont également hors métrologie légale. On peut citer, entre autres, des balances commerciales imprécises, des poids de mesure d'une même unité qui sont inégaux. Ce sont des infractions que nous avons observées lors des descentes effectuées sur les marchés », a révélé

Rasolofosaonina Ratsimbazafy Eugène, le président de l'association défendant les droits des consommateurs VOMZM.

Nouveaux récipients. Force est de reconnaître que la majorité de la population achète du riz en « kapoaka » étant donné qu'elle ne peut plus se permettre d'en acquérir en kilo compte tenu de l'effritement de son pouvoir d'achat. Face à cette situation, la ministre de tutelle, Lantsoa Rakotomalala, a soulevé que les instruments de pesage seront remplacés en commençant par le « kapoaka ». « Des nouveaux récipients seront ainsi distribués prochainement aux commerçants éparpillés dans tout Madagascar », a-t-elle poursuivi. Par ailleurs, elle a enchaîné qu'aucune rupture de stock n'a été enregistrée depuis le début de la crise sanitaire qui sévit au pays jusqu'à présent, malgré cette flambée des prix du riz. « La consultation de ces associations œuvrant pour la protection des droits des consommateurs et les responsables des marchés vise à mener à bien les actions pour la deuxième phase de l'opération « vidin'entana » qui durera jusqu'en février », a-t-elle conclu.

Tourisme – La dessaisonalisation vise les jeunes

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 16 JANVIER 2021

Il n'y aura plus de fraction. Le tourisme à Madagascar ne sera plus uniquement basé sur la haute ou la basse saison. Des produits touristiques seront disponibles toute l'année. La Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM) avec l'Office national du Tourisme de Madagascar (ONTM) ont eu cette initiative de réadaptation des offres touristiques. Un atelier réunissant les professionnels du secteur s'est tenu depuis l'année dernière pour discuter de ces produits touristiques « toute saison ». « Un financement de la part du PROCOM (programme d'Appui et à l'intégration régionale) de l'Union européenne, et l'appui du PIC (Pôle intégré de croissance de la Banque mondiale), a permis d'organiser des ateliers dans six grandes villes du pays. Des ateliers qui ont permis d'identifier des nouveaux produits touristiques et les enjeux liés à leur mise en place » souligne Sandra Afick, directeur exécutif de la CTM.

En tout, deux cent vingt six personnes des différentes filières du Tourisme avec les membres du Conseil d'administration des offices régionaux du Tourisme de Nosy Be, Antsiranana, Toliara, Sainte-Marie et Taolagnaro, ont participé aux ateliers. Le processus final a été bouclé les 14 et 15 janvier derniers à Antananarivo. Les diverses offres touristiques et les « nouveaux produits séjours » ont été recensés et présentés aux tours opérateurs.

Jeunes

Si les seniors constituaient plutôt la frange de touristes étrangers visitant la Grande île, les jeunes seront désormais priorités. Contexte oblige, ces seniors sont aujourd'hui une population vulnérable, en raison de la pandémie.



Les tendances actuelles démontrent alors que les jeunes sont plus nombreux à vouloir voyager. Mais pour cause de Covid-19 toujours, pour des voyages sécurisants, les jeunes demandent entre autres, à demeurer dans un même hôtel, faire des excursions à proximité. Les longs circuits pourraient ne pas toujours se conformer aux besoins de cette clientèle ciblée à partir de cette année 2021. L'atelier de présentation d'hier a fait remarquer que la relance est encore à venir... dans les prochains mois.

« Pour s'y préparer, nous avons lancé des campagnes de communication sur les protocoles d'hygiène sanitaire pour chaque métier du secteur. L'objectif est de réunir les conditions nécessaires sur le plan sanitaire et opérationnel », souligne Vola Raveloson, directeur exécutif de l'ONTM. L'appui financier de l'Union européenne a permis d'implémenter efficacement les protocoles d'hygiène sanitaire. Des spots-vidéos, des affiches, des flyers et divers canaux de communication ont été conçus, diffusés et utilisés depuis le mois de décembre.

Eau potable : Trois camions citernes remis à la Jirama

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 16 JANVIER 2021

Garantir l'approvisionnement en eau potable représente une grande priorité, selon la ministre de l'Eau, de l'assainissement et de l'hygiène, Voahary Rakotovelomanantsoa. Hier, son ministère a remis les camions citernes à sa disposition, à la Jirama.

« L'eau n'est pas nécessaire à la vie, elle est la vie ». Cette citation d'Antoine de Saint-Exupéry est partagée par la Jirama et le MEAH (ministère de l'Eau, de l'assainissement et de l'hygiène), qui ont soutenu l'importance de l'accès de tous à l'eau potable, lors de la remise officielle de trois camions citernes pour renforcer l'approvisionnement en eau. La sécheresse qui sévit dans presque tout le pays handicape fortement l'approvisionnement en eau potable dans plusieurs localités, selon la Jirama. C'est le cas actuellement à Antananarivo et dans certaines communes périphériques. Face à cette situation d'urgence, le MEAH renforce la coopération avec la Jirama. « Des solutions à court et à long terme sont mises en œuvre. L'installation de 125 grandes citernes dans des quartiers de la capitale, et certaines communes périphériques, s'inscrit dans les solutions d'urgence pour aider les populations dans leurs besoins quotidiens. Ce cadre de collaboration efficiente entre le MEAH et la Jirama

a été renforcé ce 15 janvier 2021 par la remise de trois camions citernes, chacun d'une capacité de 15m³, à la disposition de la Jirama, ce 15 Janvier à Mandrozeza », a indiqué la société d'État.

Amélioration du taux d'accès. Selon les informations annoncées hier, ces camions vont renforcer le ravitaillement en eau potable des 125 citernes installées dans les zones en difficulté. La Jirama utilisera ces véhicules pendant une période de un an, et elle prendra en charge les volets fonctionnement et entretien. Lors de la remise de ces véhicules, la ministre de l'Eau, de l'assainissement et de l'hygiène, Voahary Rakotovelomanantsoa a mis en exergue la collaboration pour la mise en œuvre de solutions à court et à long terme pour l'accès de tous à l'eau potable. L'approvisionnement en eau potable par camions citernes est une solution d'urgence. Pour le long terme, en ce qui concerne Antananarivo et sa grande périphérie, la Jirama s'attèle à l'extension de la station de traitement



Remise officielle de trois camions citernes à la Jirama, par le MEAH, hier.

d'eau à Mandrozeza, pour un volume supplémentaire de 40 000m³ par jour ; par ailleurs, des unités de traitement d'eau conteneurisée, d'une capacité journalière de 2 400m³ chacune, seront installées dans huit localités périphériques d'Antananarivo, à savoir Ankadindratombo, Anosizato, Tanjombato, Ampasika, Ampirika, Ivato, Sabotsy Namehana et Amoronakona. En bref, l'amélioration de l'accès à l'eau potable est en cours et nécessite encore de grands défis.

Consommation – Le riz vendu à 550 ariary pour bientôt

ELISE NANDRASANELA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 16 JANVIER 2021

Les consommateurs sont rassurés. Le prix du kapoaka de riz sera maintenu à 550 ariary. Cette mesure a été prise par le gouvernement après une visite sur terrain il y a quelques mois. Ainsi, pour la concrétisation de la mise en place de ce prix, 7 000 tonnes de riz importés seront distribués d'ici peu sur le marché. Les marchandises importées sont attendues le 22 janvier, a fait savoir le directeur de cabinet de la Présidence de Madagascar, Lova Ranoromaro. Le prix du riz n'a cessé de grimper

depuis le début de la période de soudure. Actuellement, le kilo du riz local comme le « Vary gasy », le « Makalioka » ou le « Tsipala » dépasse les 700 ariary le kapoaka. Le gouvernement a pourtant proposé un prix de 550 ariary. Maintenir ce coût est faisable à entendre l'explication du directeur de cabinet de la Présidence de la République, Lova Ranoromaro, au Palais d'État d'Iavoloha, hier.

Le riz est l'aliment de base des Malgaches. Aucun produit ne remplace

cette denrée alimentaire même si le manioc commence à remplir les assiettes. Avec la hausse du prix du riz qui atteint 800 ariary le kapoaka soit 2 700 ariary le kilo, les ménages risquent d'étouffer. Vers le début du mois de décembre, une réunion de crise d'urgence a eu lieu avec le Premier ministre et les parties prenantes œuvrant dans le commerce du riz. L'adoption d'une solution pour parvenir à la baisse du prix a été discutée. Une solution à pérenniser.

Perspectives 2021: le secteur privé dans l'incertitude

RIANA R. | LES NOUVELLES | 16 JANVIER 2021

Le Groupement des entreprises de Madagascar (GEM) a tenu une réunion, jeudi, pour dresser le bilan de l'année 2020 et les perspectives pour 2021. Il s'agit de la première rencontre après celle organisée en octobre 2019.

Le secteur privé note très peu de visibilité pour 2021 suite à une année 2020 très difficile. Thierry Rajaona, président du Gem a avancé à ce propos que le sentiment des présidents de groupement était «très mitigé». «On ne sent pas une réelle volonté des autorités de prendre des mesures qui soulagent les entreprises et relancer l'économie.



Ce qui entraîne des hésitations venant des investisseurs locaux et étrangers». En 2020, le tourisme est resté le secteur le plus touché, avec une baisse de 90% des activités. La télécommunication

s'en est sortie mieux et a enregistré une baisse de 10% de ses activités. Les opérateurs dans le secteur bancaire ont par ailleurs indiqué que le portefeuille de crédit a augmenté de 10% malgré la crise. Il en est de même pour l'épargne. «Cela veut dire que malgré tout, les entreprises ont continué à emprunter et les particuliers ont épargné de l'argent car ils ont consommé moins. Mais cela n'indique pas le taux de casse pour 2021 car les opérateurs ne peuvent pas encore aujourd'hui mesurer l'ampleur», note le président du Gem.

Lutte contre le Kere : Un don de 686 000 dollars de la BAD

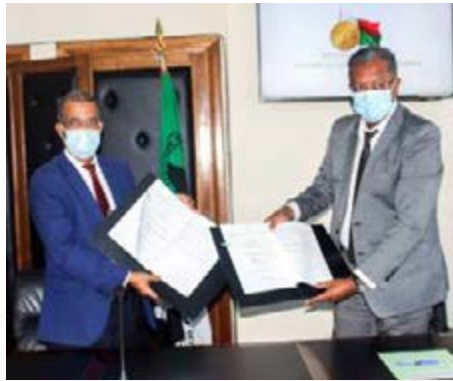
R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 16 JANVIER 2021

Les partenaires techniques et financiers continuent à appuyer les autorités malgaches dans leurs efforts pour le développement du pays.

Les accords de financement dans le cadre de la lutte contre le Kere se multiplient. Une convention tripartite entre le gouvernement malgache représenté par le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) ; la Banque africaine de développement (BAD) et le Programme alimentaire mondial (PAM). D'un montant de 686 000 USD, à titre de don de la BAD, le projet signé sera exécuté par le PAM et consiste en une assistance d'urgence suite à l'impact combiné de la sécheresse et de la pandémie Covid-19 dans le Grand Sud de Madagascar.

Distribution gratuite

Il s'agit d'un projet qui soulagera les souffrances des victimes de l'insécurité alimentaire dans le Sud. En effet, 72 222 personnes réparties au sein de 14 444 ménages ont été ciblées pour une assistance alimentaire par l'acquisition et la distribution gratuite de vivres. Par ailleurs, à travers un programme nutritionnel de couverture, 2 630 enfants de 6 à 23 mois et 3 611 femmes enceintes et allaitantes avec un enfant de moins de 6 mois seront les bénéficiaires d'un appui pour l'atténuation des effets de la pandémie de Covid-19. On rappelle que la situation d'insécurité alimentaire dans le Sud a été intensifiée par la crise de la



Le ministre de l'Économie et des Finances Richard Randriamandranto et le représentant résident de la BAD Mohamed Chérif ont signé cet accord de don pour la lutte contre l'insécurité alimentaire.

pandémie de la Covid-19. Cette dernière a eu un impact socio-économique négatif sur les couches les plus vulnérables à cause de la perturbation de la chaîne d'approvisionnement des marchés et la hausse de prix des denrées alimentaires de base comme le riz local et importé, le maïs, les légumineuses et l'huile alimentaire ainsi que la baisse des opérations de transferts qui a limité l'entraide familiale.

Projet structurant

Ce projet va permettre aux autorités malgaches partenaires d'appuyer leurs efforts pour venir en aide aux populations au Sud de Madagascar,

victimes des effets néfastes de la sécheresse de 2019-2020 et de la crise de la pandémie du Covid-19. Il contribuera ainsi à réduire l'insécurité alimentaire aiguë dans les communes d'intervention et à diminuer la malnutrition dans les couches vulnérables. Dans sa réalisation, est également prévue une assistance alimentaire vitale pour les groupes les plus vulnérables et un appui pour la prévention de la malnutrition aiguë. « Ce soutien de la BAD prouve une fois de plus la volonté des partenaires techniques et financiers d'accompagner le gouvernement malgache dans les efforts qu'il mène dans le redressement du pays », a déclaré le ministre de l'Économie et des Finances, Richard Randriamandranto, lors de la signature de cet accord de don. Mohamed Cherif, le représentant résident de la BAD a indiqué que d'autres appuis viendront encore. Sur ce point justement, un grand projet structurant est en cours, avec le financement de la BAD. Il s'agit, en l'occurrence, du projet de pôle Intégré de Croissance Agro Industrielle dans le Sud (Picas). Un projet qui a le mérite d'intégrer la population à travers la mise en place d'infrastructures d'irrigation et d'adduction d'eau. Nous en reparlerons.

Service de métrologie légale : la modernisation à l'étude

RIANA R. | LES NOUVELLES | 18 JANVIER 2021

Les outils de contrôle du Service de la métrologie légale (SML) au niveau du ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat (Mica) sont vieux de 60 ans actuellement. Le département ministériel compte investir dans la modernisation de ces équipements pour régulariser les instruments de mesures sur les marchés, a fait savoir la ministre Lantsoa Rakotomalala, vendredi, lors d'une rencontre organisée au Cenam 67 Ha.

«Les derniers investissements au niveau du SML date de l'année 1962. Le bureau de ce service ressemble presque à un musée en ce moment en raison de la vétusté des outils utilisés», a avancé la ministre, tout en soulignant que «La modernisation des équipements du SML vise à améliorer la vérification et l'étalonnage des instruments de mesure sur le marché».



En 2020, les agents du Mica ont déjà multiplié les contrôles des instruments de mesure utilisés auprès des marchés d'Antananarivo. Au mois de décembre, 2.092 instruments de mesure utilisés y ont obtenu la validation du SML.

455 commerçants en situation irrégulière ont déposé une demande pour l'obtention de la vignette. Le SML prévoit également d'intensifier les sensibilisations au niveau des stations-service.

Business de l'eau – Les usagers boivent la tasse

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 18 JANVIER 2021

Le prix du bidon jaune est passé de 100 à 500 ariary puis à 1000 ariary dans certains quartiers de la capitale. Les usagers sont aux abois.

Veiller jusqu'à trois heures du matin pour aller chercher de l'eau à la borne fontaine la plus proche. C'est devenu le quotidien de la majeure partie des habitants de la capitale depuis plus d'une semaine. Prétextant une intensité aggravée de la période de sécheresse, la compagnie nationale de l'eau et de l'électricité se débat tant bien que mal sur le plan de l'approvisionnement en eau sur toute la zone Antananarivo et périphérie.

« L'eau ne coule que la nuit et nous sommes obligés d'attendre que les bidons soient pleins avant d'aller dormir, sinon il n'y aura pas d'eau pour cuisiner, se doucher ou faire la lessive. Mais, il y a des moments où l'eau ne coule que deux heures de temps seulement la nuit. Imaginez les risques que nous encourons en sortant avec nos bidons pour aller à la borne fontaine qui se situe à 700 mètres de notre domicile. Sans parler des risques que le fontainier même encourent car lui aussi doit être à son poste à des heures impossibles » se résigne Eric Andrianomenjanahary, père de famille habitant la commune d'Andranahoatra Itaoso.

Cette situation profite ainsi à certains opportunistes qui proposent des services de livraison d'eau à domicile moyennant les frais de transport des fameux bidons jaunes.

Gaspillages. « Notre consommation

journalière avoisine la douzaine de bidons de 20 litres. Acheté à cent ariary en plus du transport depuis la citerne fontaine jusqu'à notre domicile qui coûte environ quatre cents ariary, le bidon revient ainsi à cinq cents ariary en temps normal. Mais avec la sécheresse, les porteurs d'eau qui sont obligés d'aller jusqu'en ville pour trouver une borne fontaine fonctionnelle, ont doublé le tarif. Ce qui nous fait un coût de douze mille ariary par jour ou plus de trois cent soixante mille ariary mensuel, si ce problème d'étiage persiste. Sans oublier le fait que la Jirama nous facture toujours un mètre cube fictif depuis quelques mois alors que notre consommation à la pompe est largement en de ça de cette facture » se désole ce père de famille aux abois.

Les zones périphériques, à l'instar de l'Atsimondrano, subissent ainsi ces délestages d'eau depuis plus d'une décennie, malgré la présence de stations d'alimentation comme celle d'Ankadivoribe ou encore de Vontovorona, lesquelles n'assurent que 3 % de l'approvisionnement sur le grand Tanà, dans la mesure où plus de 93 % de cet approvisionnement est encore assuré essentiellement par la station de Mandrozeza. Elle profite aux 72 % des abonnés habitant en centre-ville, laissant, ainsi, pour compte les



Les longues files d'attente autour des citernes de fortune se forment de jour comme de nuit présentement.

abonnés situés dans les zones dites « en fin de réseau ».

Par ailleurs, les défaillances du réseau de distribution provoquent une perte de 40 % journalière. De ce fait, seulement 110 000 m³ sur les 250 000 m³ produits chaque jour sont rentables pour la compagnie nationale. « Le réseau de distribution est saturé depuis bien longtemps. On ne mentionnera plus les gaspillages consommations excessives dans certains quartiers comme les campus universitaires publics, les quartiers résidentiels, ou encore les quartiers industriels qui handicapent les petits consommateurs » soutient un technicien de la compagnie.

Cette dernière qui, en guise de solution d'urgence installera une centaine de citernes fixes dans des quartiers de la capitale, et certaines communes périphériques.

Passagers interdits d'entrée à Madagascar - 44 pays dans la liste noire

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 18 JANVIER 2021

'Aviation civile de Madagascar (ACM) a mis à jour la liste des pays dont les passagers sont interdits d'entrée à Madagascar. Effectivement, le ciel de Nosy Be reste encore ouvert aux vols touristiques internationaux. C'est pourquoi il est important de prendre des précautions, plus particulièrement avec la propagation de la nouvelle souche de Covid-19. Avec cette révision, la liste est alors passée de 22 à 44 pays, soit le double. Ces pays sont majoritairement issus de l'Europe mais aussi de l'Amérique latine et de l'Asie. « Cette liste a donc été revue au risque de l'importation du virus de Covid-19 et de ses variants. Tout passager en provenance de ces pays s'expose alors à un refoulement immédiat à la charge de la compagnie aérienne », rajoute l'ACM.

Désormais, les passagers en



provenance d'Afrique du Sud, de Botswana, de Kenya, de Maroc, de Namibie, de Tunisie, du Canada, des Etats-Unis, d'Argentine, de Brésil, de Chili, de Colombie, du Mexique, du Panama, du Pérou, d'Uruguay, de Bangladesh, de Chine, de Corée du Sud, d'Inde, d'Indonésie, d'Iran, du Japon, de Malaisie, des Philippines, d'Allemagne, d'Andorre, de Belgique, de Danemark, de France, de Finlande, de Hongrie, d'Irlande, d'Italie, de Norvège, de Luxembourg, du Portugal, du Royaume-

Uni, de la Russie, de Suisse, de la Suède mais aussi de l'Ukraine et de l'Australie, ne pourront pas débarquer à Nosy Be. Cependant, cette fermeture de nos frontières aériennes envers les pays à risques devrait s'étendre vers d'autres pays, sachant que le premier variant sud-africain a déjà été détecté à Mayotte, vendredi dernier. Selon la presse de la Région, il s'agit d'une personne revenue des Comores après y avoir passé des vacances. Ces deux îles représentent donc aujourd'hui des risques pour Madagascar. La suspension ne devrait alors pas se limiter aux vols mais également s'étendre aux liaisons maritimes, sachant que des passagers en provenance de ces îles voyagent souvent à destination de la Grande île. Face à la situation sanitaire mondiale actuelle, les mesures pourraient donc changer du jour au lendemain.

Projet Miatrika Covid : Début des formations le 26 janvier, pour soutenir le secteur Tourisme

ANTSIA R. | MIDI MADAGASIKARA | 18 JANVIER 2021

Lancé la semaine dernière, le projet de soutien aux opérateurs et travailleurs du secteur Tourisme avance à grands pas. 131 bénéficiaires, issus de 28 entreprises, se sont déjà inscrits, pour la zone Grand-Tanà. Les premières sessions de formation sont en vue.

Soutenir le tourisme, face à la crise de Covid-19. Tel est l'objet principal du projet Miatrika Covid, lancé par le Gouvernement avec l'appui de la Banque Mondiale et le partenariat effectif du Secteur Privé. Dans ce cadre, des formations de qualité sont attribuées gratuitement aux bénéficiaires, afin d'améliorer leur savoir-faire et leurs compétences, dans l'optique de développer le tourisme à Madagascar et d'optimiser sa relance. Selon les promoteurs du Programme, cette intervention fait suite à la demande d'appui adressée à l'Etat, par les opérateurs touristiques, représentés par la CTM (Confédération du Tourisme de Madagascar). En effet, Miatrika Covid, lancé sous l'égide du Ministère des Transports, du Tourisme et de la Météorologie, est l'une des sous-composantes du Programme d'appui à la Mitigation des Impacts de la crise Covid-19, liée au Plan de relance post-Covid-19, au PMDU (Plan Multisectoriel d'Urgence) et aux priorités du Gouvernement. D'après la CTM, maître d'œuvre du programme, l'objectif est de maintenir les emplois du secteur Tourisme, renforcer les compétences des travailleurs de base directs du secteur tourisme et soutenir la mobilité professionnelle des travailleurs.

Coup d'envoi. Dès la première semaine de lancement de Miatrika Covid - mis en œuvre sur une année - plusieurs inscriptions ont été enregistrées sur la plateforme www.miatrika.mg, selon Njaka Ramandimbarison, gestionnaire de Projet pour la zone Grand-Tanà. « Trois sessions se tiendront en parallèle, à partir du 26 janvier prochain. Pour ce coup d'envoi, elles concernent les formations de Commis de cuisine, de personnel en chambre, et la formation Serveur-barman. 45 personnes pourront bénéficier de ces trois premières sessions. Ainsi, nous invitons les entreprises, associations

et organisations à s'enregistrer sur la plateforme miatrika.mg et à inscrire leurs collaborateurs, pour bénéficier de ce programme. Il faut noter que des certificats seront attribués aux bénéficiaires, à l'issue de ces formations de haute qualité », a-t-il indiqué. Par ailleurs, outre la gratuité de la formation, des indemnités de déplacement et de repas sont également prévus pour les bénéficiaires, selon les promoteurs du projet. A noter que celui-ci cible surtout le personnel de base directs des entreprises du secteur tourisme, déflaté ou non, ainsi que les prestataires touristiques affiliés ou non à des organisations professionnelles du secteur tourisme, à l'exemple des guides. Selon l'organisation mise en place, les bénéficiaires doivent être inscrits par un demandeur éligible, pour pouvoir participer aux formations.



5000 bénéficiaires. Cinq types de formations sont proposés aux bénéficiaires du projet Miatrika Covid. Ils concernent les langues, les Techniques de base liées aux métiers du tourisme, l'Entrepreneuriat, l'Informatique de base et les Techniques agricoles. Ce dernier type de formation est surtout dédié aux personnes qui souhaiteraient se reconvertir dans d'autres secteurs d'activité, d'après les explications. Bref, pour le secteur privé, ce projet représente une opportunité d'améliorer le savoir-faire et de renforcer les capacités des travailleurs du Tourisme à Madagascar.

Secteur minier: le ministère fait un tour d'horizon sur les sujets brûlants

ARH. | LES NOUVELLES | 18 JANVIER 2021

Au sujet de l'affaire des 73,5 kg d'or, le ministre des Mines et des ressources stratégiques, Fidiniavo Ravokatra a expliqué que « Dans la poursuite des enquêtes menées au niveau local, l'Etat entreprend les pourparlers aux fins de rapatriement de l'or ainsi que des trois présumés trafiquants incarcérés en Afrique du Sud ».

Et pour avoir une idée du potentiel de ce secteur, le ministre a évoqué quelques chiffres parlant du fait que l'on estime entre deux à trois tonnes l'or exporté chaque année à Madagascar. « En 2020, la quantité d'or exporté déclaré était de 938 kg. En 2017, les exportations d'or devaient générer plus de 11 milliards ariary. Pourtant, l'Etat n'a pu encaisser que 402 millions ariary. L'année dernière, l'entrée des devises en la matière devait valoir dans les 394 milliards ariary, mais seuls 6,7 milliards ariary ont pu être encaissés. D'où la décision de la suspension des exportations en octobre 2020 », a-t-il indiqué. Par ailleurs, la Banky foiben'i



Madagasikara (BFM) a commencé à acheter de l'or depuis le 15 décembre 2020. Ceci afin de renflouer les 177 kg d'or en réserve actuellement. « Dans sa mission, le ministère et des partenaires s'imposent toujours comme défi de démanteler les réseaux de trafiquants et de protéger les frontières, sans oublier l'assainissement de chaque secteur d'activité dont celui aurifère », a souligné le ministre.

Dans toutes ces circonstances, l'enjeu consiste à formaliser chaque acteur du secteur aurifère, sachant que 500.000 d'entre eux sont actifs mais dont la

majorité opère dans l'informel, à l'image des démarcheurs d'or d'Analakely qui selon le ministre, doivent détenir les papiers y afférents.

Le cas de la Kraoma. Au sujet de la Kraoma, le ministre a rappelé que cette société d'Etat se trouve en difficulté depuis 2018. « La Kraoma enregistre actuellement une dette de 55 milliards ariary et une perte de 39 milliards ariary... », a-t-il indiqué, tout en pointant du doigt le partenariat établi avec les Russes en 2017. « Ce partenariat prévoyait une exploitation d'environ trois millions de tonnes de chrome. Ce qui n'était pas le cas en réalité, étant donné que les exportations s'élevaient à 180.000 tonnes auparavant contre 420.000 tonnes en 2015 ». La réforme du code minier dont la version finale est prévue être soumise en session ordinaire au niveau du parlement au mois de mai prochain est très attendue. Tout comme la fiscalité minière qui reste un sujet à étudier par le comité de travail et de réflexion dudit texte.

JIRAMA - L'hybridation des centrales prend forme

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 19 JANVIER 2021

Au tour de Maevatanàna. Pour réduire le coût de production d'électricité, la compagnie Jiro sy Rano Malagasy (JIRAMA) mise sur l'hybridation de ses centrales thermiques dans les différentes Régions du pays. Cette fois-ci, c'est la centrale de Maevatanàna qui devient hybride en exploitant à la fois l'énergie solaire et les produits pétroliers.

Un groupe d'une puissance de 160 kW est désormais opérationnel dans la centrale de la JIRAMA située à Maevatanàna. « La JIRAMA poursuit aujourd'hui l'amélioration de l'alimentation en électricité sur tout le territoire, à travers l'exploitation des sources d'énergie renouvelable, comme l'indique sa

feuille de route de redressement. Cette nouvelle infrastructure mise en place va ainsi permettre la réduction voire l'effacement des coupures d'électricité dans cette localité. Elle renforcera ainsi la production qui est désormais de 804 kW pour une pointe de 724 kW », expliquent les responsables au niveau de l'entreprise.

Un deuxième groupe électrogène est également en cours d'installation pour renforcer davantage l'alimentation en électricité à Maevatanàna. La mise en place de ces groupes électrogènes vise surtout à soutenir la production d'électricité via l'énergie solaire. Cette dernière assurera la production et l'alimentation durant le jour, tandis



que le thermique sera utilisé durant la nuit. Au cours des trois derniers mois, plusieurs centrales sont devenues hybrides, notamment celle de Bekitrobaka, Antsohihy ou encore l'île Sainte-Marie.

Produits de rente: l'exportation génère 2.395 milliards d'ariary

ARH. | LES NOUVELLES | 19 JANVIER 2021

Madagascar a enregistré provisoirement 6.882,4 milliards d'ariary d'exportations de janvier à novembre 2020. En se référant aux données de la Direction générale des Douanes relayées par la Chambre de commerce et d'industrie d'Antananarivo (CCIA), ces exportations sont majoritairement constituées d'exportations des « céréales, épices, fruits et légumes », soit 35%, pour une valeur de 2.394,8 milliards d'ariary. S'ensuivent les exportations des produits textiles qui avoisinent les 21% avec une valeur de 1.454,4 milliards

d'ariary.

En outre, les importations sur la période janvier - novembre 2020 s'élevaient à 11.129,5 milliards d'ariary. 25% environ de la totalité de leur valeur sont des importations des « matières premières », car ce groupe de produits constitue une valeur de 2.836,2 milliards d'ariary. Et, le groupe de produits le plus importé par Madagascar a été celui des « Biens d'équipement » avec une valeur totale de 2.275,3 milliards d'ariary (20%).

MAEP : Prêt pour le relèvement post-climatique

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 19 JANVIER 2021

La saison culturale 2019-2020 a été marquée par un manque de pluviométrie, et notamment une période de sécheresse extrêmement prolongée dans le Sud. « Au sein du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche nous préparons à passer à la phase de relance de la production si les conditions climatiques le permettent » a avancé hier le ministre Lucien Ranarivelo. « Il faut anticiper face au risque de baisse de production lié au retard de l'arrivée de la pluie ». Le MAEP collabore avec le ministère en charge de la Météorologie pour une projection de ce que pourrait être la suite de la saison climatique et de la pluviométrie dans la partie Sud de Madagascar. Deux stratégies ont déjà été mises en place selon le ministre. La première est d'appuyer la mise en place rapide de la culture dès que les conditions sont favorables. Les moyens de préparation du sol, avec des tracteurs et différents moyens pour aider les agriculteurs ont déjà été mobilisés, sans attendre les premières pluies. Des semences ont été envoyées et d'autres seront fournies sur place même. « Nous sommes prêts pour lancer des actions



de grande envergure » a précisé le ministre. La deuxième stratégie, en collaboration avec le ministère de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène s'articule autour des points d'eau. « Les actions menées ne se limitent pas à l'accès à l'eau potable. Des petites irrigations permettront d'assurer au niveau communautaire la disponibilité de légumes et autres cultures pour

permettre une alimentation variée » a-t-il enchaîné. Des titres verts seront par ailleurs remis à des familles qui sont dans la phase de relèvement, comme c'est le cas dans la commune d'Ifofotaka. Ce projet consiste à octroyer des terrains à des agriculteurs et des éleveurs. Des dotations d'animaux d'élevage comme de petits ruminants sont ainsi prévus.

FMI-Madagascar : Reprise des négociations pour une nouvelle Facilité Élargie de Crédit

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 19 JANVIER 2021

L'année 2020 débute sous de bonnes perspectives en ce qui concerne les relations de Madagascar avec les bailleurs de fonds

Après les récentes signatures d'accord notamment avec la Banque Mondiale, l'US AID et la Banque Africaine de Développement pour des financements de la lutte contre l'insécurité alimentaire, le Fonds Monétaire International (FMI) est également là dans le cadre de la reprise des négociations avec le gouvernement malgache.

Dossier solide. Les négociations qui entrent dans le cadre du nouveau programme soutenu par la Facilité Élargie de Crédit (FEC) ont commencé hier lors d'une réunion virtuelle d'introduction dirigée côté malgache, par le ministre de l'Economie et des Finances, Richard Randriamandrato. Côté FMI, les ténors du dossier Madagascar, dirigés par le Chef de mission Charalambo Tsangarides, ont participé à la réunion par vidéoconférence. Une occasion pour les deux parties de présenter notamment les objectifs de cette mission qui durera jusqu'au 5 février prochain. D'autres réunions techniques ont également



Le chef de mission du FMI pour Madagascar, lors d'une de ses missions au pays

eu lieu dans l'après-midi d'hier avec les équipes respectives de l'Institut national de la statistique (INSTAT) de la Direction générale des Impôts et de la Direction générale des Douanes. Crise sanitaire oblige, ces réunions ont eu lieu en visioconférence. Beaucoup d'autres réunions sont également prévues dans les jours qui viennent. Il s'agit, en somme, d'une mission marathon qui va permettre de boucler un dossier solide qui devrait aboutir à un décaissement d'une première tranche de la FEC dans les semaines qui viennent.

Robinet. On rappelle que la sixième et dernière tranche du précédent programme soutenu par la FEC était débloquée au mois de janvier dernier, pour un montant de 43 millions de dollars. Par la suite, Madagascar a obtenu du FMI deux décaissements supplémentaires, d'un montant total de 337,9 millions de dollars, au titre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR) dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19. Preuve que le FMI reste aux côtés des dirigeants non seulement pour parer aux urgences mais également pour le long terme pour accompagner le développement du pays. Pour ce nouveau programme, la décision du Conseil d'administration du FMI qui a toutes les chances d'être positive, est attendue probablement vers fin février ou début mars prochain. Une décision qui est d'une importance particulière quand on sait que c'est toujours l'accord avec le FMI qui ouvre le robinet des autres bailleurs de fonds.

Entreprise – La RSE comme argument marketing

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 19 JANVIER 2021

Un arbre planté pour un plein de carburant ou encore un arbre planté pour l'achat d'un téléphone. De nombreuses sociétés intègrent pleinement leurs stratégies marketing en se servant de la RSE ou Responsabilité Sociétale des Entreprises comme pilier.

Le concept prend de plus en plus d'importance dans notre société actuelle où des sujets comme l'écologie ou les conditions de travail des salariés deviennent de plus en plus préoccupants. Certaines entreprises prennent de plus en plus en compte ces préoccupations nouvelles en s'engageant dans des actions de RSE afin d'accroître les performances de

l'entreprise et surtout, par la même occasion, de redorer leur image qui a sérieusement été ternie durant la crise.

Cependant, le fait de surfer sur la vague environnementale pour booster les ventes d'une société provoque l'indignation de certains consommateurs qui considèrent que « pour le plein d'un véhicule avoisinant les cent cinquante mille ariary, il serait possible de planter plus qu'un seul arbre. De même que pour l'achat d'un téléphone de moyenne gamme ». D'autres consommateurs suggèrent plutôt de soutenir d'autres activités plus écologiques au lieu et place ces stratégies de ventes déguisées.

Projet « Titre vert » – Vakinankaratra: 133 opérateurs sélectionnés

ARH. | LES NOUVELLES | 19 JANVIER 2021

133 jeunes opérateurs ruraux ont été sélectionnés pour bénéficier du Projet « Titre vert » dans la région Vakinankaratra. Ils ont déjà suivi des programmes de formation en matière de production et de gestion, et devront s'installer dans les sites où ils vont travailler dès le mois d'avril, indique le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (Maep). Ces terrains sont déjà aménagés.

Dans la région Vakinankaratra, ce projet sera mis en œuvre à Antsoatany où 39 hectares de terrains sont aménagés pour la culture de soja et de maïs, l'élevage de poulets de chair et de porcs d'engraissement ainsi que pour

le jardin potager. A Andranomanelatra également, 94 hectares sur deux parcelles du Fifamanor seront destinés à l'élevage de vaches laitières, la plantation de plantes fourragères Juncao et au jardin potager.

Volet socio-économique

Le projet se décline en deux volets : économique - comme ce qui est entrepris dans la région Vakinankaratra - et social comme les activités aux profits des populations touchées par le kere dans le Sud. Pour ce dernier, le site aménagé couvre 250 hectares dans la Commune rurale d'Ifofotaka à Amboasary Atsimo. Une première phase consistera à mettre à la disposition de 120

ménages bénéficiaires, 40 ha constitués de 24 ha de champs, 6 ha d'habitations et fermes (caprin et aviculture) et 10 ha de pâturage communautaire. Le ministère va également accorder des titres verts à 1.200 familles touchées par les problèmes de sécheresse.

A entendre le président Andry Rajoelina à Antsirabe, le 28 août 2020, le régime compte à travers le projet « Titre vert », promouvoir les secteurs de l'agriculture et de l'élevage, tout en favorisant la création d'emplois, notamment dans le monde rural. D'ailleurs, l'Etat, par le biais du Maep, ambitionne d'attribuer, d'ici 2023, 22.000 titres verts dans les 22 régions de Madagascar.

Nouveau Code minier - Présentation à l'Assemblée nationale en mai prochain

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 19 JANVIER 2021

La refonte du Code minier s'accélère depuis la reprise des travaux de commission. Suspendues en mars à cause de la pandémie, les phases de concertation ont repris leur cours en août dernier. Cela fait maintenant une année que toutes les parties prenantes, à savoir la société civile, l'Administration publique, les opérateurs des petites et grandes mines ainsi que les syndicats s'attaquent à la modification du texte. D'après Fidiniavo Ravokatra, ministre des Mines et des Ressources stratégiques (MMRS), le nouveau Code est prévu être présenté devant les locataires de Tsimbazaza durant la première session parlementaire. « Nous avons aligné les textes et lois à la Politique générale de l'Etat. Il faut que le secteur minier ait des impacts sur la vie de la population. Tous les points ont été abordés. Il ne reste plus qu'à réviser la fiscalité minière. Les débats entre le comité de réflexion et de rédaction se poursuivent tous les jeudis matins pendant les réunions. Selon les prévisions, le Code minier devrait être présenté aux députés en mai prochain », annonce Fidiniavo Ravokatra.



Etude approfondie. Pour rappel, un avant-projet de loi a déjà été publié en décembre 2019. Le document stipule que le montant de la redevance varie en fonction des substances minières, notamment 4 % pour les minerais, 4 % pour les métaux précieux, 8 % pour les pierres précieuses brutes, 4 % pour les pierres précieuses taillées, 8 % pour les pierres fines brutes, 4 % pour les pierres fines taillées, 6 % pour les pierres industrielles brutes, 3 % pour les pierres industrielles taillées et 8 % pour les

fossiles. Mais ceci reste une proposition. Une étude approfondie sera encore menée avant la prise de décision. « La fiscalité minière joue un rôle majeur dans le développement du pays. Il a été convenu de ne pas déterminer le taux à la va-vite. Une étude sera encore menée par un économiste. Ce dernier modélisera la situation. C'est à partir du résultat que nous en tirerons les conclusions et fixerons le taux », déclare Christian Iharantsoa, représentant de Transparency International Madagascar.

Chambre d'Agriculture : Une production rizicole compromise

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 19 JANVIER 2021

La Chambre d'Agriculture de Madagascar ou « Tranoben'ny Tantsaha eto Madagasikara », tire la sonnette d'alarme.

En effet, « la production rizicole pour cette campagne de grande saison s'avère compromise en raison des effets du changement climatique. Plusieurs régions comme la Haute Matsiatra, Anosy, Androy, Atsimo-Andrefana et Ihorombe sont fortement touchées. La production de riz prévue être récoltée pour ce mois de janvier à Anosy et Haute Matsiatra ne s'annonce pas du tout bonne. La production rizicole de la région Ihorombe qui devrait être attendue en mars ou avril, est également compromise », a révélé Razafimbololona Angéline, la présidente de la Chambre d'Agriculture de Madagascar, lors de son assemblée générale qui a duré deux jours à son siège à Nanisana.

Période de soudure plus longue. Des représentants issus de toutes les régions de l'île y ont participé. À cette occasion, les membres ont organisé la conférence des producteurs, qui en est maintenant à sa 4e édition dont le thème a été axé sur le changement climatique. « Les paysans ne peuvent même pas repiquer le riz jusqu'à présent faute de pluies, depuis décembre dernier. Les

différentes ressources d'eau, même les puits, se tarissent. Tout cela a un impact grave sur l'agriculture et l'élevage. Les jeunes plants se fanent également à cause de la hausse importante de la température, sans parler de la perturbation totale du calendrier culturale », a fait savoir Rakotovo Roland, le vice-président de la Chambre d'Agriculture. Et ce n'est pas tout ! « La période de soudure devient plus longue, sans compter la prolifération des maladies affectant la santé humaine et animale ainsi que des insectes nuisibles aux cultures. Elle s'étale, entre autres, sur 8 mois au lieu de 4 mois dans la partie Sud de l'île. C'est à l'origine du Kere », a évoqué la présidente de la « Tranoben'ny Tantsaha ».

Taux de réussite à 90%. Face à cet état de fait, cette entité émet des recommandations à l'issue de cette conférence des producteurs. « Il faut procéder à une vaste sensibilisation sur la protection de l'environnement à tous les niveaux, soit du gouvernorat jusqu'au fokontany où il y a des représentants de la Chambre d'Agriculture. La vulgarisation des techniques culturales

résilientes aux effets du changement climatique, comme la technique agro-écologique et l'utilisation des semences à cycle court, n'est pas en reste, en renforçant la collaboration avec les partenaires techniques et financiers. Les résultats de recherche agricole méritent également d'être dupliqués à grande échelle. Par ailleurs, nous avons décidé de reboiser des espèces de plantes qui ne sont ni invasives, ni trop absorbantes d'eau rendant les sols plus secs. Un contrôle sera ensuite renforcé afin d'obtenir un taux de réussite de l'ordre de 90%. Nous réclamons aussi l'implication de l'Etat surtout en matière d'approvisionnement en eau pour l'agriculture, l'élevage et la consommation humaine, pour mieux préparer la prochaine campagne culturale de contre-saison. Toutes les parties prenantes seront ainsi invitées à notre prochaine réunion prévue le 03 février 2021, pour une meilleure prise de décision face à cette situation alarmante », a conclu le vice-président de la « Tranoben'ny tantsaha ».

Marché noir: le gramme de l'or se négocie à partir de 45.000 ariary

ARH. | LES NOUVELLES | 20 JANVIER 2021

Le cours de l'or dégringole. Le gramme de 9 carats se négocie à 45.000 ariary et celui de 18 carats à 120.000 ariary, contre 150.000 ariary pas plus tard qu'en fin de semaine. Pourtant, les pépites ont atteint un niveau record de 300.000 ariary/gramme au mois de septembre 2020.

De 300.000 au mois de septembre 2020, le cours de l'or en poudre passe sous la barre des 50.000 ariary/gramme et 120.000 ariary pour les pépites. Quelques démarcheurs d'Analakely interrogés n'ont pas trouvé d'explications valables pour justifier cette dégringolade, à part la baisse de la demande sur l'ensemble du marché local. Mais, les pépites restent les plus prisées sur le marché.

«Depuis la fin de semaine, je propose à mes clients des prix variant entre 45.000 ariary/gramme pour l'or de 9 carats, notamment l'or en poudre, et 800.000 ariary pour les 18 carats», a confié une acheteuse d'or d'Analakely qui veut garder l'anonymat. Un autre jeune démarcheur placé non loin propose, pour sa part, «entre 50.000 et 120.000 ariary, suivant la qualité de l'or».

Tous deux déplorent le fait que leurs clients veulent proposer des prix plus élevés pour léguer leurs marchandises. Par conséquent, les deux parties ne trouvent aucun compromis dans la plupart du temps. Une bijoutière du centre-ville note également cette baisse de la demande pour justifier la chute des cours. Une baisse qui s'expliquerait aussi par la suspension des exportations de l'or décrétée par l'Etat depuis le mois d'octobre de l'an passé, en plus de l'affaire des 73,5 kg de lingots saisis dernièrement en Afrique du Sud.

Sur le marché mondial, toutefois, les cours gardent une certaine stabilité. Après avoir franchi la barre des 2.000 dollars en août 2020, un record historique, l'once de l'or tournait autour de 1.830 dollars, soit aux environs de 1.500 euros, hier.

Reserve d'or. Il va sans dire que miser sur la filière or serait bénéfique pour Madagascar vu son grand potentiel aurifère.



Mais l'exploitation de cette filière demande davantage d'organisation, compte tenu du fait que l'Etat malagasy perd 700 millions de dollars suite au développement de l'informel. Parmi les 500.000 orpailleurs recensés, 3.000 seulement sont dans le cadre formel.

D'où l'initiative du ministère en charge des mines de procéder à l'assainissement de la filière. «Tous les acheteurs d'or opérant sur le territoire, comme ceux d'Analakely, doivent disposer d'une autorisation émanant du ministère des Mines. L'Agence nationale de l'or (Anor), un organisme rattaché à notre département, travaille en ce moment en collaboration avec la Commune urbaine d'Antananarivo, pour ce faire», a indiqué, vendredi, le ministre Fidiniavo Ravokatra, lors de son intervention à la chaîne nationale. Depuis le 15 décembre 2020, la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) a commencé à acheter de l'or auprès de ses fournisseurs agréés. Lors de ce premier achat, elle a pu acquérir, en tout, 177 kg de métal doré qui vont constituer la réserve d'or nationale.

Economie collaborative – Le droit de la propriété remis en question

JHARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 20 JANVIER 2021

Deux économistes chercheurs ont présenté les résultats de leurs recherches sur l'économie collaborative à l'Académie Malagasy Tsimbazaza, jeudi. Aina Andrianaivalona Razafiarison et Desnos Télésphore Randrianandrazana ont travaillé sur la thématique intitulée « Le nouveau modèle de l'économie collaborative peut-il s'adapter à l'économie traditionnelle malgache? ». Ces chercheurs ont développé le concept de l'économie collaborative dont l'idée ressemble à l'idée de l'économie de partage.

La mise en œuvre de l'économie collaborative ne s'éloigne pas du système de covoiturage ou l'utilisation de services en commun. Toutefois, le droit de la propriété est remis en question dans la pratique. Une personne pourrait jouir des avantages du service alors qu'elle n'est pas propriétaire. L'objectif est de résoudre d'éventuels litiges. Dans ce cas, selon la remarque du Professeur Raymond Ranjeva,



Desnos Télésphore Randrianandrazana lors de l'exposé à l'Académie Malagasy

président de l'Académie malagasy, lors de cette présentation, « c'est une forme commune et habituelle. Mais les intervenants auraient dû préciser des points plus pointus par rapport à leurs recherches ». Le problème de la dématérialisation et encore plus la mutualisation ouvre un débat sur ce modèle d'économie collaborative

avancée par ces chercheurs.

La conception n'est pas un fait nouveau dans la société malgache, mais ce qui différencie l'économie collaborative de la pratique actuelle est qu'elle est plus avantageuse pour le groupe de personnes ayant les mêmes intérêts. « Grâce à ce modèle, les usagers pourraient bénéficier de services plus adaptés car le coût serait à la portée de tous. Le système pourrait fonctionner par le biais de l'évolution technologique fournie par internet. L'économie collaborative pourrait se référer à la traditionnelle structure malgache Valintanana », défend Aina Andrianaivalona Razafiarison. Jusqu'à présent, le cadre juridique régissant cette activité n'est pas bien défini. Pour mieux gérer les échanges et la transaction, ces économistes se basent sur la règle de la confiance mutuelle comme étant le pilier de l'activité en cas de dérive.

ONTM-CTM : Deux actions phares financées par l'Union Européenne

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 20 JANVIER 2021

Faire de Madagascar une destination sûre qui rassure les touristes nationaux et internationaux sur le plan sanitaire tout en proposant tout au long de l'année des offres adaptées aux nouvelles tendances de voyage.

Tel est l'objectif commun de l'Office National du Tourisme de Madagascar (ONTM) et la Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM) pour faire face à la crise sanitaire liée à la pandémie de covid-19. Pour ce faire, les deux parties ont travaillé en partenariat afin d'initier et de mettre en œuvre depuis l'an dernier deux actions phares qui ont été financées par l'Union Européenne. En effet, « celle-ci est consciente de la place du tourisme dans l'économie de Madagascar et a tenu à être aux côtés de l'ONTM et de la CTM pour préparer la reprise du secteur », a évoqué Franck Porte, Chef de la Coopération de la Délégation de l'Union européenne.

Protocoles d'hygiène. Parlant de la première action, elle consiste à mener une campagne de communication sur les protocoles d'hygiène sanitaire pour chaque métier du secteur. On peut citer, entre autres, l'hôtellerie, la restauration, les tour-opérateurs, les agences de voyages, les guides, les loueurs de voitures et les taxis. Des protocoles d'hygiène sanitaire ont été ainsi élaborés par l'ONTM, sur mandat du ministère des Transports, du Tourisme et de la Météorologie (MTTM), en partenariat avec la CTM et le ministère de la Santé publique. Ce qui permettra de sécuriser la population locale et les visiteurs internationaux. Des spots vidéos éducatifs ont été,

entre autres, conçus tandis que plus de 40 000 affiches pour les différents métiers du tourisme, et 4 500 fiches cartonnées à l'usage des diverses voitures de transport touristique ont été distribuées par les Offices Régionaux du Tourisme au profit des opérateurs locaux. En outre, 33 000 guides de poches informatifs ont été distribués aux touristes. Un autre spot TV a été également diffusé sur les chaînes locales pour sensibiliser le grand public. « **Produits séjours** ». Quant à la seconde action, l'ONTM et la CTM procèdent à la désaisonnalisation du tourisme couplée avec la création de nouveaux « produits séjours » appropriés à la phase post-covid, et ce, à travers le Programme d'Appui à l'Emploi et à l'Intégration Régionale (PROCOM), un programme de l'Union Européenne. « L'objectif est de réunir les conditions nécessaires à la relance du tourisme suite à la crise sanitaire, les conditions sur le plan à la fois sanitaire mais aussi opérationnel en termes de produits touristiques adaptés à la nouvelle configuration des attentes des touristes dans le contexte sanitaire qui a prévalu », a exprimé Vola Raveloson, le directeur exécutif de l'ONTM. Il faut savoir que la promotion de la destination Madagascar était axée sur la période d'avril à décembre, au détriment de la période de janvier à mars. « Les séniors

constituaient la majorité des touristes en circuit et sont aujourd'hui les plus vulnérables à la Covid-19. Les études sur les tendances actuelles montrent en conséquence que les plus jeunes sont plus nombreux à vouloir voyager et que les séjours dans un même hôtel tout en faisant des excursions à proximité, sont considérés comme étant plus sécurisants que les circuits », a-t-elle enchaîné

Mis en catalogue. Par ailleurs, Sandra Afick, le directeur exécutif de la CTM a souligné que l'ONTM et la CTM ont pu initier et organiser des ateliers en faveur des 226 opérateurs touristiques dans six grandes villes pilotes de Madagascar, grâce au financement de PROCOM, et à l'appui du programme PIC 2. « L'objectif consiste à identifier les nouveaux produits touristiques et les enjeux liés à leur mise en place pour créer de nouveaux produits séjours valables tout au long de l'année. Ce qui permettra également de sécuriser les touristes en leur offrant le choix d'un endroit pour s'héberger et la possibilité de s'adonner à des activités touristiques variées autour de leur lieu d'hébergement », a-t-elle ajouté. Ces nouveaux produits ont été présentés aux tour-opérateurs nationaux et pourront être mis en catalogue pour la relance de la destination Madagascar dès septembre 2021.

Prix à la pompe : un écart de 250 ariary par rapport à la vérité des prix

RIANA R. | LES NOUVELLES | 20 JANVIER 2021

La forte baisse du prix du pétrole en 2020 impacte encore le marché pétrolier aval, malgré un rebond fragile constaté en 2021.

A Madagascar, « l'écart entre le prix de référence et celui appliqué à la pompe est de 250 à 300 ariary en ce mois de janvier. Le prix du pétrole lampant actuel est, pour ainsi dire, la vérité des prix car ce produit a connu une baisse de 500 ariary après l'accord entre l'Etat et les compagnies pétrolières en juin 2019 », a fait savoir le Directeur général de l'Office malgache des hydrocarbures (OMH), Olivier Jean Baptiste.

Malgré cet écart, une révision à la baisse des prix à la pompe n'est pas au rendez-vous car l'heure est encore à l'apurement des passifs de l'Etat envers les pétroliers, à un peu moins de 10

milliards d'ariary en ce mois de janvier. Ceux-ci se sont accumulés et ont atteint les 170 milliards d'ariary en décembre 2019. Ils devraient être totalement épongés vers la fin du mois, selon les prévisions de l'OMH.

«Après l'apurement des passifs, l'application de la vérité des prix devrait être effective, selon le contexte qui prévaut», a poursuivi Olivier Jean Baptiste. Il faut dire qu'outre le prix à l'international, la valeur de l'ariary face au dollar est aussi un paramètre majeur pour déterminer le prix à la pompe sur le marché.

En ce début d'année caractérisé par une timide reprise des activités au niveau mondial, notamment en Chine, mais aussi l'arrivée du vaccin contre le Covid-19, une hausse du prix du baril



est constatée, soit autour de 54 dollars actuellement.

Le DG de l'OMH a précisé à ce propos que la hausse sera « ressentie au niveau du marché pétrolier aval à Madagascar à partir du mois de mars. Mais tant que le prix du baril reste à un peu moins de 60 dollars, la situation reste gérable ».

Fifaliana Rasolofomandimby, directeur de la protection des consommateurs - « Le «Kapoaka» sera normalisé à travers des textes légaux »

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 20 JANVIER 2021

Un instrument de mesure commerciale le plus utilisé au marché. Tous les « Kapoaka » doivent être uniformes selon la ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, Lantsoa Rakotomalala. Une grande première depuis 1962. Les actions seront mises en œuvre durant le premier trimestre de cette année. Afin de mieux connaître ce que trame le ministère, nous nous sommes approchés de Fifaliana Rasolofomandimby, directeur de la protection des consommateurs pour apporter plus de détails dans l'exécution de ce projet. Interview.

Pourquoi cette décision de mettre en conforme le « Kapoaka » ?

Le « Kapoaka » est l'instrument de mesure commerciale le plus accessible au public. Cependant, durant les descentes effectuées sur terrain au mois de décembre dernier, nous avons constaté l'abus des commerçants. Certains coupent le gobelet et le soude par la suite pour gagner en quantité. La mesure du « Kapoaka » varie ainsi d'un vendeur à un autre alors que le prix des produits reste le même. C'est à partir de cela qu'est née la nécessité de la normalisation de cet instrument. L'association des protecteurs des consommateurs a également évoqué le sujet lors d'une réunion avec le ministère.

Quels sont les objectifs de cette démarche ?

Notre but, c'est de rendre le « Kapoaka » unique chez tous les revendeurs et permettre à tous les consommateurs d'avoir une mesure exacte sur leurs achats.

Comment le ministère va-t-il s'y prendre concrètement ?

Le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA) mène cette année le programme « Refy » qui consiste à l'uniformisation des instruments de mesure commerciale. Le budget y afférent figure déjà dans la loi de Finances 2021. Concernant le cadre réglementaire, le ministère modernisera les lois. Le « Kapoaka » sera normalisé à travers des textes car il ne figure pas encore parmi les métrologies légales. Nous déploierons aussi auprès des Directions régionales de l'industrie (DRI) de la Grande île des étalons de référence pour faciliter la régularisation. Les commerçants valident



gratuitement leur instrument auprès du service de la métrologie légale et des DRI et obtiennent une vignette. Les matériels qui ne suivent pas la norme seront saisis sur place.

Comment le ministère incitera-t-il les commerçants à adopter ce changement ?

Nous priorisons avant tout l'éducation et la communication. Les responsables sensibiliseront les opérateurs sur la validation des instruments de mesure mais aussi les consommateurs sur leur droit. Une action a déjà été menée en décembre dernier dans le cadre de l'opération « Hetsika vidin'entana ». De nombreux commerçants ont déjà pris conscience sur la nécessité de la conformité aux pratiques légales de commerce. Cette volonté témoigne de la détermination des parties concernées de mettre en place un cadre favorable pour les consommateurs.

Réseau de la Jirama : Infrastructures très sensibles aux intempéries

ANTSIA R. | MIDI MADAGASIKARA | 20 JANVIER 2021

Le mauvais temps qui touche le long réseau d'acheminement d'électricité favorise les coupures d'électricité, selon la Jirama. Les responsables auprès de la société ont avancé des solutions à long terme, en cours de mise en œuvre.

Des coupures de l'électricité de la Jirama ont encore été constatées sur le Réseau interconnecté d'Antananarivo (RIA), le lundi 18 janvier dernier. C'était à cause des problèmes causés par le mauvais temps, selon Haja Raoliarovony, directeur de l'Exploitation des Réseaux Interconnectés (DERI) au sein de la Jirama. D'après ses explications, les fortes pluies à l'est de la Capitale ont déclenché le système de sécurité contre les tonnerres, entre le long réseau depuis les centrales de Mandraka et Mantsoa, jusqu'à la ville d'Antananarivo. « C'est un réseau de 140Km. En cas de mauvais temps, il y a des risques qui se présentent, malgré les paratonnerres sur les infrastructures d'acheminement de l'électricité. Il y a un système de sécurité qui se déclenche en cas de besoin. Il faut noter que la centrale d'Andekaleka assure

40% de la production nécessaire pour alimenter le RIA, soit 90MW. Si jamais un transformateur de 32MW explose, il faut s'attendre à un gap de 32MW pendant plusieurs mois, car le remplacement des matériels de cette envergure prend du temps et coûte cher. Le système de sécurité qui se déclenche et qui a engendré les coupures de lundi dernier, vise à éviter une telle catastrophe », a soutenu le DERI de la Jirama.

Alternatives. Parmi les projets menés dans le cadre du redressement de la Jirama et de l'amélioration de la qualité de ses services figurent des solutions à long terme, permettant d'éviter ce genre de coupure, dans les années à venir. Selon la Jirama, les projets de centrales hydroélectriques de Sahofika au sud et Volobe à l'est de la Capitale représentent des alternatives, lorsque les centrales actuellement

opérationnelles sont coupés du réseau interconnecté, à cause des intempéries. « Ces nouvelles centrales ont chacune de meilleures capacités, par rapport à celle d'Andekaleka. Une fois opérationnelles, ces nouvelles centrales permettront d'éviter le black-out », a indiqué le directeur Haja Raoliarovony. D'après ses dires, ces projets sont déjà en cours, mais leur mise en œuvre est retardée par la crise de Covid-19. « Nous attendons impatiemment que la réalisation de ces projets ne soient plus ralenties par la crise sanitaire, durant cette année 2021 », a-t-il affirmé, en citant d'autres projets d'amélioration de la capacité de production de la Jirama et du renforcement de son réseau de distribution, qui nécessitent d'importants investissements.

Environnement – Le paulownia l'arbre idéal de la reforestation

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 20 JANVIER 2021

Avec les contraintes sur les exploitations de bois précieux et de bois d'œuvre, des alternatives se mettent en avant. Le paulownia, arbre venu de Chine convient bien au défi de la reforestation.

Rentable mais méconnue. C'est en ce sens que l'exploitation paulownia peut se traduire sur la totalité du territoire national. Un constat expliqué hier à Ambatolampy Tsimahafotsy, à l'occasion de l'ouverture de la saison 2021 de la campagne de reboisement national, par Zaka Rakotoarison, fondateur de Robens Group, qui se consacre à l'exploitation de ce type d'arbre.

« La forêt constitue la principale source de matériaux et d'énergie pour la population malgache. C'est une matière première accessible pour les populations aux revenus limités. Les utilisations du bois sont multiples, dont l'ameublement et les aménagements intérieurs et extérieurs, charpentes, construction et structure, outils, art, bois énergie ou charbon de bois, fibres, molécules d'intérêt » explique le fondateur de Robens Group.

Ces dernières années, la consommation en bois de construction, d'œuvre et de service connaît un accroissement, et ceci tout particulièrement en milieu urbain. Une contrainte se pose pourtant en raison du rythme alarmant de la déforestation. S'ajoutent à cela les exploitations illicites et les trafics illégaux de bois précieux. Un des enjeux importants pour la conservation de la forêt malgache consiste en une utilisation raisonnée et durable des ressources forestières. Raison pour laquelle nous œuvrons pour la promotion du Paulownia »

« Selon les estimations, il faut près de cinq millions d'ariary pour planter un



Zaka Rakotoarison dans la pépinière de son laboratoire.

hectare de paulownia. D'abord, il faut acheter cinq jeunes plants à six ariary l'unité. Ensuite, les conditions exigées par la culture nécessitent également quelques dépenses. Mais les techniciens sont formels car la rentabilité du paulownia est dix fois plus que le coût de revient. Après la première coupe au bout de cinq ans, il donne des rejets comme l'eucalyptus, avec exactement les mêmes qualités que l'arbre initial, c'est-à-dire solide et bien droit » rassure Zaka Rakotoarison.

Une plante peu connue

Ainsi, on peut très bien développer un business grâce au paulownia. Car il donne des rejets qui permettent plusieurs récoltes. Son prix est assez élevé, donnant un retour sur investissement dès la première «récolte». Un mètre cube de bois de paulownia coûte près de deux cents dollars sur le marché, et huit cents dollars à l'exportation. Un hectare de plantation produit 125 m³ de bois en moyenne, sans parler de l'engrais obtenu par les feuilles et le bois de chauffe avec les branches. La

production d'un hectare, qui a coûté cinq millions d'ariary, se vend donc à cinquante millions d'ariary sur le marché local, c'est-à-dire dix fois plus que l'investissement initial, et encore plus à l'exportation.

Personne, à part les scientifiques, ne connaît le paulownia à Madagascar. Actuellement, il n'existe encore que quelques essais de plantation, effectués un peu partout dans l'île. Et pourtant, il suffit d'une séance d'explications pour comprendre la grande valeur de cet arbre originaire de la Chine. Le paulownia est un arbre à croissance rapide. Il pousse quatre fois plus vite que les autres arbres. En cinq ans, sa taille peut atteindre 12 m avec un diamètre du tronc de 30 à 50 cm. C'est un palliatif efficace pour remplacer les bois d'œuvre utilisés couramment à Madagascar, dont le pin et l'eucalyptus. Il peut même suppléer les bois semi-précieux. Sa plantation constitue un investissement rentable au bout de cinq années.



La rentabilité du paulownia est dix fois plus que le coût de revient, malgré les conditions culturales exigées.

Relance: les investissements privés mis en avant

RIANA R. | LES NOUVELLES | 21 JANVIER 2021

La promotion des grands investissements privés fait partie des stratégies de relance du régime actuel, pour remonter la pente après une année 2020 difficile. Pour 2021, l'Etat prévoit d'augmenter le taux d'investissement à 23% dont 9,4% en investissement public et 13,4% en investissement privé. En 2022, le taux d'investissement sera de 31% du Produit intérieur brut dont 12% en investissement public et 18% en investissement privé. Parmi ces investissements, l'usine de cimenterie, de sucrerie, mais également des petites usines dans tous les districts, selon le ministre de l'Economie et des finances (Mef), Richard Randriamandranto. Lors de sa prise de parole le 31 décembre



2019, le président Andry Rajoelina avait déjà annoncé la création et la rénovation de 42 unités industrielles durant l'année 2020.

Pour 2021, un taux de croissance économique de 4,5% est prévu, selon la

Loi de finances initiale (LFI). «Ce taux devrait atteindre 6% en 2022, puis 8% en 2023. Il est vrai que le cardage est beaucoup moins ambitieux que ces prévisions, mais nous devons rester optimistes», a poursuivi le ministre de l'Economie et des finances.

Au classement des pays africains selon la croissance prévue en 2021, publié par la Banque mondiale, Madagascar se trouve à la 42e place sur 52 pays, avec un taux de croissance de 2% prévu cette année, suivant les analyses de cette institution. Le Djibouti occupe la première place avec un taux de croissance estimé à 7,1% cette année, suivi du Kenya (6,9%), puis la Tunisie (5,8%).

15 607 nouveaux contribuables - Plus de 360 millions d'Ar dans la caisse de l'Etat

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 21 JANVIER 2021

Un bilan positif malgré la baisse des recettes à cause de la pandémie. L'Administration fiscale a fait savoir, hier, l'effectif des nouveaux contribuables enregistrés durant l'année dernière. 15 607 opérateurs économiques ont formalisé leur activité en 2020. Cela a permis d'apporter plus de 360 millions d'ariary supplémentaires dans la caisse de l'Etat. Et ce, grâce à la campagne de formalisation fiscale « Anjara Hetrako » menée durant les deux derniers mois de l'année dernière.

L'évolution des chiffres est incroyable. On peut citer le cas du centre fiscal d'Alasora qui ne comptait qu'un seul contribuable au niveau de la Commune. Cependant, la sensibilisation a permis d'enregistrer 295 nouveaux contribuables. La situation est presque identique dans d'autres localités. La Commune d'Ivato compte désormais 557 contribuables contre huit seulement auparavant. Rivo Rabearivelo, secrétaire général de ladite Commune, a même souligné durant une intervention télévisée que les très petites entreprises comme les

marchands de café ou les taxiphones possèdent maintenant des papiers en règle. Monsieur Germain, directeur général des Impôts, de son côté, ne peut que se réjouir des résultats obtenus. « C'était vraiment difficile pour l'Administration fiscale de faire entrer un contribuable. L'effectif stagne toujours entre 300 et 350 000 contribuables depuis des années. C'est la raison pour laquelle le taux de pression fiscale de Madagascar ne dépasse jamais les 11 %. Sortir 15 000 personnes de l'informel en espace de deux mois est déjà un record. On peut espérer atteindre un taux de pression fiscale à hauteur de 15 % ou même plus d'ici 2023. En général, les contribuables sont motivés par la possibilité de contracter des prêts auprès des microfinances », déclare le DG.

Il faut dire que la facilitation des procédures a beaucoup aidé les opérateurs. Au moins huit papiers sont requis comme pièces justificatives en temps normal. Pourtant, un certificat de résidence et la carte d'identité nationale ont suffi durant la campagne



« Anjara Hetrako ».

En outre, l'incivisme fiscal domine. Les gens méconnaissent l'importance du paiement des impôts pour permettre le développement économique du pays. L'éducation et la communication avec la population jouent ainsi un rôle prépondérant. Néanmoins, plusieurs personnes sont venues sur les sites du Trésor public pour demander des informations et des conseils.

A noter que cette somme acquise permet de financer les dépenses de l'Etat, que ce soit en termes de fonctionnement ou d'investissement.

Jirama – L'État suspend le tarif Optima

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 21 JANVIER 2021

Coup de théâtre hier. Alors que la Jirama a expliqué à la presse hier le nouveau système de tarification Optima, le gouvernement a ordonné sa suspension.

Coup de massue. Quelques heures après avoir expliqué à la presse, les détails du nouveau système de tarification Optima, les dirigeants de la Jirama ont été simplement et nettement désavoués par le gouvernement réuni en conseil des ministres. « Le tarif de l'électricité et de l'eau appliqué par la Jirama doit être aligné au pouvoir d'achat de la population surtout après la crise sanitaire. Aucune hausse de tarif ne doit intervenir pour ménager les conditions de vie de la population et des foyers. Le nouveau tarif doit être prêt sous 48 heures pour pouvoir anticiper toute crise sociale provoquée par une hausse du prix de l'eau et de l'électricité ».

Le gouvernement désamorce ainsi une vive réaction de la population après le tollé général causé par l'application de ce tarif Optima assimilé par la plupart des abonnés à une hausse de tarif déguisée. Ceux qui ont reçu la facture de janvier crient au scandale.

« Sous le tarif 16, le montant de ma dernière facture était de 177 920 ariary. Avec le tarif confort, la Jirama m'a envoyé une facture de 201 948 ariary pour exactement la même consommation et le nombre de jours ».



Les responsables de la Jirama face à l'incompréhension des usagers.

Pour moi c'est tout simplement du vol. La Jirama me fait payer une puissance que je n'ai pas consommée » peste Claudio Ratsisarotiny, abonné à Itaosy.

Chiffre d'affaires

Un autre abonné se trouve dans le même cas. Avec une consommation moyenne de 190 kilowattheures, il passe de 220 000 ariary à plus de 350 000 ariary. « Augmentation de revenus tarifaires et hausse de tarif sont deux choses tout à fait différentes. La Jirama ne compte pas du tout augmenter ses tarifs actuels mais plutôt son chiffre d'affaires. Pour cela, nous devons réduire au maximum les coûts de production tout en améliorant les gains de la compagnie » argumente Vonjy

Andriamanga, directeur général de la Jirama. La réponse du gouvernement est cinglante. « La Jirama continue de recevoir de l'État une subvention en milliards ariary. Par conséquent, la baisse du tarif de la Jirama est recommandée. Toutes les stratégies ont été déployées pour maintenir le tarif de l'électricité et de l'eau ». Un véritable désaveu à l'endroit des dirigeants de la Jirama qui semblent n'en faire qu'à leur tête à en juger la teneur du communiqué du gouvernement. Pire, il enjoint la Jirama à revoir à régler les factures déjà émises et dont le montant est exorbitant.

Le système Optima est ainsi mort-né. Pourtant tout n'est pas négatif dans ce nouveau système. « C'est tout bénéf pour moi. Pour la première fois ma facture a baissé » jubile Bernadette Rahantasoa, abonnée à Tanjombato qui n'utilise que quelques ampoules et une télé. Effectivement, les petits consommateurs y trouvent leur compte. À moins de 100 kilowattheures, le tarif Optima est avantageux. La Jirama comptait se rattraper en déplumant les moyens et grands consommateurs. Mal lui en prit. L'État qui a senti un électrochoc venir, en a décidé autrement.

Direction du trésor public : « Aucun contrat avec la société STA n'a été passé »

RIANA R. | LES NOUVELLES | 21 JANVIER 2021

«Le ministère de l'Économie et des finances (Mef) n'a passé aucun contrat avec la société STA, ni pour le transport des bons de caisse, ni pour le transport de fonds des perceptions principales», a annoncé la Direction générale du trésor, dans un communiqué publié, hier, pour répondre aux articles publiés sur le site africaintelligence.fr, sur l'affaire des 73 kilos d'or en provenance de Madagascar interceptés en Afrique du Sud, le 4 janvier.

Le Mef a démenti l'information selon laquelle l'avion de la société Services et transports aériens (STA) serait

régulièrement mis à sa disposition, telle annoncée dans l'article.

Selon les explications apportées par ce département ministériel, le trésor public a confié le transport aérien des bons de caisse des fonctionnaires situés dans les zones enclavées inaccessibles par voie terrestre, notamment dans 20 perceptions principales, pour un total de 32 vols en 2020. «Le Mef a établi un contrat en bonne et due forme avec l'entreprise opérant dans ce secteur», précise la Direction générale du trésor à ce propos.

Jirama – Air Madagascar : Sources possibles de risques budgétaires selon la Banque mondiale

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 21 JANVIER 2021

La situation et l'avenir des deux entreprises publiques en difficulté, à savoir Air Madagascar et Jirama figure parmi les dossiers qui sont suivis de très près par les bailleurs de fonds.

Les négociations pour l'obtention de la nouvelle Facilité Élargie de Crédit avec le FMI se poursuivent par vidéoconférence. Hier, une réunion a eu lieu sur le cas particulier de la Jirama ; avec notamment la participation du ministère de l'Économie et des Finances, du ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, de la Banky Foiben'i Madagasikara et de la Banque mondiale. Une autre réunion spécialement consacrée à la compagnie aérienne nationale Air Madagascar est également prévue dans les jours qui viennent. Des réunions qui démontrent à quel point la situation de ces deux entreprises publiques en perpétuelle difficulté influe sur l'économie malgache en général et sur le budget de l'État en particulier. La Banque mondiale classe même la Jirama et Air Madagascar parmi les sources de problèmes budgétaires pour le pays. Selon ce bailleur de fonds, « le pays se trouve également confronté à de sérieux risques budgétaires, y compris liés aux pressions financières pesant sur certaines entreprises publiques comme la compagnie nationale d'eau et d'électricité Jirama ou la compagnie



Le dossier Air Madagascar est très suivi par les bailleurs de fonds.

aérienne Air Madagascar » . En difficulté depuis les régimes qui se sont succédé, ces deux entreprises publiques n'ont pas encore trouvé leur plan de redressement définitif. Faut-il, en effet, rappeler que depuis la rupture avec Air Austral, un nouveau plan de redressement a été élaboré mais jusqu'à présent ledit plan n'est pas encore définitivement bouclé et officialisé. Selon certaines indiscretions, la stratégie définitive à adopter ne ferait pas encore l'unanimité du côté des dirigeants, concernant notamment le renouvellement de la flotte de la compagnie. Certains administrateurs

opteraient pour un achat pur et simple de nouveaux avions pour remplacer les deux Airbus A340 qui ne sont plus rentables. Une option très budgétivore qui risque toutefois de ne pas plaire aux partenaires techniques et financiers qui ont cette réputation d'être très exigeants en matière d'équilibre budgétaire.

Dans tous les cas, les bailleurs attendent des plans de redressement crédibles pour garantir la viabilité financière d'Air Madagascar. Une mission qui s'avèrera très difficile pour le futur Directeur Général de la compagnie nationale aérienne Air Madagascar.

Infrastructure routière – 16,4 millions d'euros pour les rues de la capitale

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 21 JANVIER 2021

En piteux état. Une grande majorité des rues de la capitale, du moins dans les quartiers dits populaires, est en état de délabrement avancé depuis un bon moment. Prévu être réparées durant les périodes de confinement, la plupart de ces rues sont pourtant restées dans le même état. Des travaux ont été effectués sur certains tronçons mais les embouteillages causés par ces routes à moitié dégradées persistent. Dans ce contexte, 16,4 millions d'euros ont été décaissés par la Banque européenne d'investissement pour la remise en état des liaisons de transport à Antananarivo. « La Banque européenne d'investissement collabore étroitement avec les partenaires malgaches et la « Team Europe » pour

soutenir la reconstruction des liaisons routières et ferroviaires nationales à Antananarivo. Au cours des 50 dernières années, la BEI a appuyé des investissements transformateurs à Madagascar » a indiqué Ambroise Fayolle, vice-président de la Banque européenne d'investissement. Ce financement s'inscrit dans le cadre d'un prêt de 40 millions d'euros sur dix huit ans, destiné à soutenir la reconstruction d'infrastructures, que la BEI a approuvé en 2017. Il vient appuyer des réparations visant à mieux protéger les infrastructures stratégiques contre de futures inondations et à favoriser l'adaptation à l'évolution du climat.

Créations de mode : Le raphia : une grande tendance en France

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 21 JANVIER 2021

L'engouement réel pour les produits naturels a marqué les collections des couturiers de renommée mondiale.

A titre d'illustration, le raphia originaire de Madagascar était une grande tendance de l'été 2020 en France. Le recours à cette matière première est devenu incontournable dans la création de mode. La touche apportée par le raphia a, entre autres, mis du soleil sur les défilés de Dior, de Dolce & Gabbana ou encore d'Édouard Vermeulen, a-t-on révélé. En effet, il a été évoqué que toutes les créations avec ce produit spécifique de la Grande-île sont intimement mêlées à la tradition africaine, notamment celle des Malgaches avec un travail artisanal minutieux revêtant une valeur symbolique plus profonde, représentatif de l'esprit couture. Ce produit naturel contribue, également, à représenter le style un peu « exotisme », simple à porter d'autant plus qu'il rend un reflet de légèreté et de chaleur.

Il est à noter que le raphia constitue une fibre naturelle obtenue des feuilles d'une espèce de palmier qui est endémique à Madagascar mais plus utile pour la population surtout grâce à sa forte solidité. De couleur naturelle ou teintée, il sert à tisser notamment la rabane, une étoffe souple servant à la confection de sacs, de paniers, de rideaux, de chapeaux, de sets de table, de nattes et bien d'autres articles de décoration. Les artisans l'utilisent en même temps pour la confection des meubles et des fauteuils légers, sans oublier les projets de bricolage fantaisiste. Force est, également, de reconnaître que de nombreux produits artisanaux à base

de raphia sont très prisés sur le marché international. Ce produit, qualifié de perle rare de la Grande-île, occupe ainsi une place importante dans leurs créations. Certains artisans malgaches parviennent, entre autres, à le mélanger avec d'autres matières comme le cuir et les tissus « soga » en vue de fabriquer différents styles de sacs.

Rappelons que la région de SOFIA constitue une zone à forte potentialité en matière de production de raphia. Le Centre Régional de l'Artisanat Malagasy (CERAM) qui y est implanté, vient d'être doté par le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat d'un atelier de traitement de raphia pour contribuer au développement de cette filière porteuse. Cet atelier est composé d'équipements modernes tels que deux grands métiers à tisser, deux imprimantes 3D et un matériel à gravure CNC. Ce qui permettra de mieux professionnaliser les artisans locaux en matière de fabrication d'arts malgaches à base de raphia. Par ailleurs, « L'objectif vise à développer la production de produits artisanaux à base de raphia, tant en quantité qu'en qualité. Des actions de professionnalisation de ce métier seront en même temps renforcées dans cette région à forte potentialité en raphia », a expliqué le ministre de tutelle, Lantosoa Rakotomalala, lors de la remise officielle de ces équipements servant à traiter cette matière première.

Satisfaire la demande. Compte tenu de son envergure dans le secteur



Le raphia originaire de Madagascar était une grande tendance de l'été 2020 en France.

artisanal, le raphia figure parmi les filières prioritaires au sein de son département. Il faut également savoir que ces équipements modernes permettent d'effectuer une certaine forme d'automatisation au sein de cet atelier. Le but de ce soutien matériel et technique des artisans se spécialisant dans la transformation de raphia consiste à renforcer leur capacité pour pouvoir satisfaire la demande sur le marché international, pour ne citer que le marché du COMESA tout en promouvant le savoir-faire et la culture malgache dans ce domaine. Une vingtaine de femmes artisanes sont les premières bénéficiaires de cet atelier étant donné que le ministère de tutelle promeut l'entrepreneuriat au féminin. « Cependant, l'accès à l'atelier est ouvert aux associations d'artisans qui manifestent leur intérêt à rejoindre cette vision d'établir une qualité supérieure du raphia », a conclu le ministre de tutelle.

Investissements publics et privés : Un plan d'action de partenariat conjoint entre la BAD et la BEI

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 21 JANVIER 2021

La Banque africaine de développement (BAD) et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont signé, hier, un plan d'action de partenariat conjoint mettant en évidence leur coopération renforcée et leurs priorités de développement mutuel. Un fort accent partagé sur la stimulation des investissements des secteurs public et privé en Afrique. Le plan d'action conjoint permet aux deux institutions de développer un portefeuille commun de projets bancables autour de thèmes complémentaires clés auxquels chaque institution apportera son avantage comparatif. Ces thèmes sont l'action climatique et la durabilité environnementale ; un investissement transformateur en infrastructures de qualité à grande échelle ; Infrastructure et services des technologies de l'information et de la communication (TIC) ; l'inclusion financière avec une perspective de genre visant à l'autonomisation des filles et des femmes ; Éducation et formation ; et le secteur de la santé.

Mobilisation. La signature intervient au milieu de la pandémie Covid-19 en cours qui favorise la pauvreté et menace les marchés et les moyens de subsistance, renforçant l'urgence d'agir, selon les deux parties. « Il est essentiel qu'un plus grand nombre de banques de développement multinationales et d'autres institutions de financement du développement s'engagent à une collaboration plus étroite et plus forte, comme le montre ce plan d'action conjoint entre la BAD et la BEI, afin de soutenir plus efficacement nos pays membres régionaux pendant ces des temps troublants », a déclaré Bajabulile Swazi Tshabalala, vice-président principal par intérim au sein de la BAD. Le plan d'action conjoint a été élaboré à la suite d'une réunion de la délégation de la BEI avec la BAD en février 2020. À noter que dans le sillage de la Covid-19, les deux institutions ont consacré des financements à une réponse rapide pour répondre aux besoins budgétaires et sanitaires des pays de la région. Au cours des 5 dernières années, le portefeuille commun des deux institutions est passé à 3,4 milliards d'euros, mobilisant des investissements totalisant 10,2 milliards d'euros pour 26 projets à travers le continent. La BEI et la BAD reconnaissent le rôle unique des banques de développement publiques dans le soutien des investissements à fort impact et pionniers ainsi que la mobilisation des financements du secteur privé.

Nouvelles technologies – L'outsourcing en plein essor

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 JANVIER 2021

Technologie aidant, depuis une décennie, l'offshoring est devenu un des secteurs d'activités les plus florissants à Madagascar. Depuis que le développement numérique est devenu un département ministériel à part entière, les centres d'appels et de traitement de données se multiplient sans cesse dans la Grande île. Privilégiant l'emploi des jeunes, ce domaine d'activité est en passe de devenir le premier pourvoyeur d'emploi de la Grande île. Voyageons à l'intérieur de l'externalisation qui a réussi à tenir tête à la pandémie depuis que cette dernière est arrivée en terre malgache.

Eldorado numérique, la ruée vers la Grande île le est, sans équivoque, favorisée par la conviction des investisseurs de réaliser le maximum de profits. Ces centres d'appels constituent d'ores et déjà un des acteurs majeurs dans la Grande île en termes de pourvoyeurs d'emplois. Implantés à Madagascar depuis une vingtaine d'années, certains d'entre eux traitaient déjà des commandes de clients européens du temps des vieux écrans CRT et de la connexion 2G. En majorité installés dans la capitale, beaucoup appartiennent à de grands groupes installés au Maroc et à l'île Maurice. C'est le cas pour SmartOne, ADM Value, ProContact ou encore CSL, Teleperformance.

Bien entendu, cette expansion des calls centers à Madagascar s'inscrit dans le développement de l'externalisation offshore en général. Et à l'instar de l'île Maurice et du Maroc, la Grande île est privilégiée par les donneurs d'ordre français parce que la main-d'œuvre y est largement plus abordable qu'en Europe centrale ou orientale. À cela s'ajoute la qualification de la jeunesse concernant les centres d'appels, car les jeunes Malgaches maîtrisent parfaitement le français. En outre, le décalage horaire est faible (une heure en été et deux heures en hiver), sans compter la proximité juridique (les jours fériés malgaches et français sont presque les mêmes).

Terre d'opportunités

Tant du côté des employeurs que de celui des employés, le domaine de l'outsourcing, à première vue, ne présente que des avantages alléchants. Du côté du salarié et du prestataire, c'est ce phénomène d'externalisation offshore en général qui crée le plus d'emplois à Antananarivo pour les jeunes diplômés. Madagascar fait partie des rares domaines où les jeunes décrochent des CDI, avec des salaires et des primes importants, même s'ils ont une faible expérience professionnelle. Pour les employeurs et investisseurs, les entreprises ont recours à l'externalisation offshore pour diverses raisons (compression du personnel, optimisation de la gestion administrative), mais aussi pour faire appel à de meilleures compétences. À Madagascar, le domaine de



La concurrence est grande, mais les jeunes Malgaches ont un grand atout, la maîtrise du français.

l'outsourcing a pris de l'ampleur depuis une bonne dizaine d'années, réunissant des entreprises de toutes tailles et de toutes filières. Les prestations varient selon les besoins des clients, allant de la simple rédaction web aux diverses solutions informatiques, en passant par les centres d'appels, les entreprises malgaches maîtrisant l'art de l'outsourcing.

Par ailleurs, les infrastructures mises en place permettent une plus grande performance des actions. L'arrivée de la fibre optique a ouvert de nouvelles perspectives et activités afférentes aux hébergements de sites web par exemple, mais aussi les diverses activités reliées au monde virtuel. Mais de toute évidence, la véritable raison pour laquelle les entreprises étrangères accourent vers la Grande île pour externaliser leurs services, c'est surtout

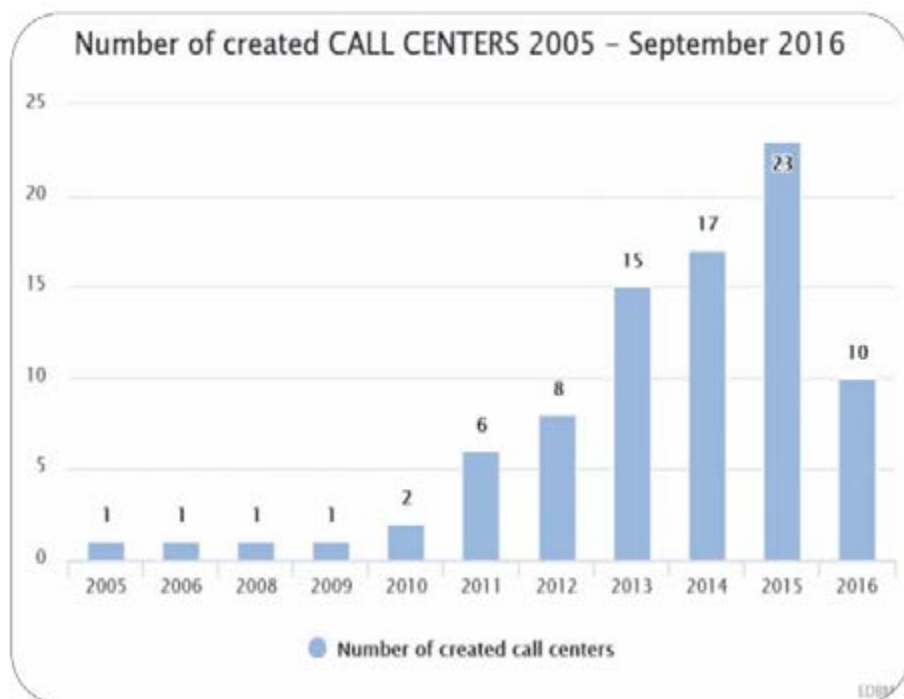
par rapport à la proximité et le coût des prestations.

Concurrences

De nombreuses entreprises étrangères viennent aujourd'hui investir dans l'externalisation offshore à Madagascar. L'île Maurice et, de manière générale, les pays de l'Afrique subsaharienne sont en compétition avec la Grande île dans ce domaine. Parallèlement, les tarifs appliqués sur le marché malgache défient toute concurrence, même celle des plus grandes enseignes présentes au Maroc ou en Tunisie. En ayant recours à la main-d'œuvre malgache, les entreprises étrangères réalisent jusqu'à plus de 50% d'économie sur leurs charges. Il faut dire qu'avec un salaire minimum d'embauche officiel avoisinant les 30 euros, les employeurs peuvent se vanter d'en offrir cinq fois plus aux jeunes agents sans expériences. En comparaison, le même jeune qui a les mêmes capacités, serait pourtant payé entre 1 500 et 2 000 euros en France. Toutefois, l'incapacité linguistique, hormis le français, amène d'autres clients francophones et quelques débouchés anglophones à s'implanter dans d'autres pays. Une problématique qui tend à s'améliorer ces temps-ci.

Débats, abrutissants dites-vous?

Malgré l'apparence, et même parfois le statut similaire, le travail dans les centres d'appels est bien loin des



clichés des zones franches textiles à marée humaine, qui obligent parfois les travailleurs à refaire les mêmes gestes de repassage ou de découpage durant huit heures d'affilée. Beaucoup disent que les salariés des centres d'appel sont trop « fliqués ». Leurs faits et gestes sont scrutés, impossible de dépasser une minute sur un temps de pause qui en compte quinze.

Pour certains, le travail dans un centre d'appels est la nouvelle forme du prolétariat. En effet, ce nouvel « eldorado technologique » dessine une réalité plus sombre. Les centres d'appels sont devenus synonymes d'une forme moderne de dégradation des conditions de travail et d'emploi des salariés. Les centres d'appels seraient des usines modernes où les employés des plateformes téléphoniques sont les nouveaux OS du tertiaire. Un milieu, où stress, pénibilité au travail, précarité et flexibilité de la main-d'œuvre sont devenus les maîtres mots attachés à ces organisations.

Avec le savoir-faire RH du Malgache et les investissements en termes de condition humaine, cette tendance tend pour tant à s'inverser à l'heure actuelle, avec l'installation de nouvelles infrastructures à dimension plus humaine par les investisseurs. Les cadres de travail dans les centres d'appels de la capitale ont ainsi nettement évolué depuis une bonne dizaine d'années. Les salles de sport, de détente et de restauration très accueillantes ont remplacé les grandes zones informatisées où s'entremêlaient les câbles internet et bruits de

clavier. Plus de soixante-dix nouvelles entreprises ont été créées ces trois dernières années, 35% détenues par des étrangers dont le n°1 mondial en BPO, Teleperformance, et d'autres grands noms comme Outsourcia, Webhelp, Outremer Telecom, ADM Values, CSL ou encore Comdata.

Une évolution de carrière prometteuse. Si les télé-conseillers ou télévendeurs dans les plus petites structures se voient effectuer le même métier de manière répétitive, ils ont aussi la chance d'évoluer dans les grandes entreprises de relation clients. À l'image de Nasolo Christoph Henriette qui a commencé en tant que Conseillère Clientèle dans une autre structure, avant d'évoluer chez Comdata Madagascar. « Cela n'a pas été facile, mais je suis quelqu'un qui n'a jamais aimé la monotonie. L'évolution est l'un des objectifs que je me suis fixée en intégrant l'équipe. J'ai fait beaucoup de recherches personnelles, j'étais très curieuse et combative car c'est ma nature. Je venais tôt le matin et rentrais tard le soir, mais heureusement Comdata est une boîte qui récompense la compétence... »

Nous avons des raisons de croire que les métiers dans le domaine de la relation clients sont aujourd'hui des métiers à part entière. Même si c'est un secteur d'activité qui n'a pas toujours eu le vent en poupe, les employeurs dans le domaine de l'offshore offrent aujourd'hui une chance aux jeunes Malgaches de s'initier dans le monde professionnel et ce, dès leur plus jeune



âge. Nous remercions l'existence de cet écosystème qui renforce l'économie locale et donne à nos jeunes des perspectives intéressantes pour leur carrière professionnelle.

La Responsable Opérationnelle de Production qui a commencé en tant que chef de plateau chez Comdata, donne les raisons pour lesquelles on peut s'épanouir dans ce métier.

« À part le fait d'être une boîte qui récompense la fidélité de ses employés, Comdata a ce côté humain que d'autres centres d'appels n'ont pas. En dépensant plus de temps au travail qu'à la maison, mes supérieurs hiérarchiques sont devenus des membres d'une famille qui partagent la même vision, les mêmes objectifs, ainsi que les mêmes réussites. En parallèle, j'ai établi cette relation de confiance avec tous mes collaborateurs. On s'invente chaque jour des sources de motivation. »

FAPBM : 10 milliards d'ariary pour 35 aires protégées

JOSÉ BELALAHY | MIDI MADAGASIKARA | 22 JANVIER 2021

La Fondation pour la Biodiversité et les Aires Protégées de Madagascar ou FAPBM renouvelle son engagement dans la conservation de la biodiversité et l'appui aux communautés pour cette année. Un financement de 10 453 858 118 d'ariary, soit 2 735 722 USD a ainsi été octroyé par la FAPBM au bénéfice du système des aires protégées de Madagascar. Un financement qui entend «assurer les charges récurrentes de fonctionnement, les activités de développement local et de conservation de 35 aires protégées» du pays. Mais aussi qui vise à «faire face aux situations d'urgence qui menacent les biodiversités et la conservation (à travers le fonds d'intervention spéciale)». La subvention octroyée par la FAPBM a également pour objectif de «renforcer la capacité de nouvelles aires protégées, de financer un programme de compensation mais également à financer l'extension des aires protégées marines via le projet MPA-GEF 6».

Difficiles. L'année 2020 a été particulièrement difficile pour le système des aires protégées de Madagascar. En effet, les restrictions sanitaires durant la pandémie ont eu des impacts néfastes sur le tourisme qui constitue l'une des principales sources de revenus des aires protégées. Outre les impacts financiers, les aires protégées du pays ont également



Une étude réalisée par l'université d'Helsinki, 29 aires protégées sur 123 auraient subi plus de feux en 2020 en comparaison à 2019.

souffert des pressions anthropiques liées à la crise de la Covid-19. Les activités illégales comme le charbonnage et les défrichements sauvages ont augmenté durant l'année 2020. Les fours à charbon illégaux recensés sont passés de 53 à 123 de décembre 2019 au mois de mai 2020 dans l'aire protégée de Bongolava. Soit une hausse de plus de 100 %. Pareille pour Ambanja, 200 hectares de mangroves ont été défrichés au mois de mai de la même année.

Secteur primaire – L'Agrégation agricole pour répondre aux besoins

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 JANVIER 2021

Il n'y aura plus assez pour subvenir aux besoins nutritionnels avec cette crise sanitaire qui perdure. C'est l'avis de chercheurs, agriculteurs et des représentants du secteur halieutique lors d'une visioconférence sur le devenir de l'Agriculture en Afrique avec la Covid-19. Le point essentiel évoqué s'est rapporté au fait que le secteur primaire n'intéresse pas les investisseurs alors que ce n'est pas seulement l'affaire des paysans, des analphabètes et des pauvres. Madagascar ne produit pas assez ce qu'il consomme mais peu de citoyens comprennent l'enjeu de la production, de la consommation et du risque de pénurie alimentaire.

Le changement climatique a changé la donne avec la sécheresse entraînant une insuffisance de terres arables. Le marché est pour tant énorme en matière d'alimentation. L'autosuffisance alimentaire dépend de plusieurs facteurs comme l'ont souvent fait remarquer des chercheurs et des agriculteurs. « Il faut analyser plusieurs paramètres tels que la démographie exponentielle, les aménagements hydro-agricoles insuffisants, la mécanisation agricole déficitaire ou encore la lente résolution des milliers de litiges fonciers », a expliqué André



Le développement de l'agriculture et de la Pêche, a besoin de passer à la vitesse supérieure.

Razanaka, un agriculteur de 63 ans, a Ambohimahasoa, région Haute Matsiatra.

Contrat. Cette autosuffisance nécessite un changement de comportement dans la manière de produire et de consommer. Pour le secteur public, une nouvelle approche s'impose pour faire développer l'Agriculture et la Pêche.

Un contrat d'agriculture commerciale entre les producteurs et les opérateurs se présente comme une meilleure alternative pour le ministère de tutelle. « Le système d'agrégation agricole apporte plusieurs avantages. Les producteurs bénéficient des appuis des agrégateurs et peuvent ainsi améliorer le rendement, étendre la

surface cultivée, appliquer les bonnes pratiques. Les agrégateurs, en retour, obtiennent des produits fiables et réguliers, en quantité soulignée dans l'engagement. Une approche qui réduira les intermédiaires et la mauvaise qualité des produits», explique Pierrot Randrianaritiana, coordonnateur du programme DEFIS (Développement des filières agricoles inclusives), mis en œuvre par le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la Pêche.

Le contrat répond à un certain nombre de critères tels que la pratique de technique culturale, l'exigence des normes et de la qualité, le prix, le quota, l'assistance et le développement technologique. Un contrat d'agrégation agricole peut servir pour demander un financement auprès des partenaires techniques et financiers. L'agrégation agricole est en passe de devenir une loi pour sauver le secteur. La filière Riz en tirera bénéfice avec la réduction des intermédiaires, des retentions de stock et pour en finir avec les prix yoyo. La filière Coton a besoin de cette approche vu le poids important des usuriers dans l'exploitation. Le secteur Pêche améliorera la formalisation des activités des pêcheurs traditionnels et artisanaux.

Secteur Aérien : Menace de grève à l'ACM

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 22 JANVIER 2021

Le secteur aérien malgache se trouve actuellement dans une situation difficile. Outre l'affaire de l'exportation illicite des 73,5 kilos d'or par une compagnie aérienne privée, la crise qui couve au sein de l'Aviation Civile de Madagascar constitue autant de faits qui risquent de poser des problèmes.

Désemparés. Une grosse partie des cadres et agents de l'Aviation Civile de Madagascar commencent à ne plus savoir sur quel pied danser. Le management de cette autorité chargée de la sûreté aérienne fait actuellement polémique et les employés sont privés d'un certain nombre d'avantages.

Anomalies

On apprend en effet que les employés de l'ACM ont été privés, au mois de décembre dernier, de la prime de fin d'année à laquelle ils sont habitués depuis des années. Par ailleurs, concernant les prestations sociales, la qualité se dégrade puisque dans le domaine sanitaire, par exemple, les employés n'ont plus droit qu'à des médicaments génériques. Autant d'anomalies qui font monter la grogne du côté des employés de plus en plus frustrés et qui brandissent actuellement

la menace de grève. « Les employés, notamment les techniciens sont décidés à bouger puisqu'ils ne supportent plus la situation qui prévaut actuellement au sein de l'ACM », déclare une source qui a requis l'anonymat. Et d'ajouter que « pour le moment, personne n'ose se placer pour diriger le mouvement de peur d'une réception de la part de la direction générale ». Une direction générale qui s'est distinguée ces derniers temps par la pratique de la chasse aux sorcières.

Zizanie

De nombreux techniciens de l'ACM ont fait ces derniers temps l'objet de changements de poste non motivés par des raisons techniques valables. Certains techniciens ont même été purement et simplement écartés et d'autres ont fait l'objet, sur initiative de la direction générale, d'enquêtes

au niveau du pôle anticorruption. Par ailleurs, la nomination récente d'un jeune employé expérimenté à la tête d'une direction stratégique au sein de l'ACM provoque la zizanie. Ce « technicien pas très qualifié » ferait selon notre source, preuve d'arrogance devant les vrais techniciens qui ont joué un rôle important dans le redressement de l'ACM. En tout cas, en attendant la suite de cette menace de grève qui a une chance d'être suivie d'une action effective sur terrain, les observateurs constatent actuellement une dégradation inquiétante en termes de sûreté aérienne. La situation est actuellement suivie de près par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale qui, si la situation sanitaire le permet, enverra cette année une mission d'audit à Madagascar. Attention danger.

Secteur primaire – L’Agrégation agricole pour répondre aux besoins

RIANA R. | LES NOUVELLES | 22 JANVIER 2021

Les associations pour la protection des consommateurs prennent le relais pour dénoncer l’envolée des prix qui échappe à tout contrôle depuis le début de l’année.

La forte hausse des prix sur le marché constatée depuis le début de l’année fait partie des grands débats de l’actualité. La Fédération des associations des consommateurs (Fac) a particulièrement mis l’accent, hier, sur le prix du riz, lors d’une rencontre avec la presse au Bureau des normes de Madagascar (BNM) à Soarano. Selon Henri Lenou, vice-président de la Fac, « On constate actuellement que quelques opérateurs ont la mainmise sur le marché du riz dans le pays. Ils fixent le prix comme bon leur semble ». A entendre l’association, la forte hausse des prix qui prévaut actuellement s’explique en partie par la spéculation faite par quelques acteurs dans la filière riz. « Il est vrai que l’offre en riz local ne suit pas la demande en cette période de soudure. Mais il y a tout de même des stocks encore disponibles dans quelques zones, entre autres dans les zones périphériques de la capitale », a avancé Tiana Rabarison, co-président de la Fac. A Antananarivo, le prix du riz local, notamment la variété « Makalioka » atteint déjà les 2.800 ariary le kilo et 800 ariary le kapoaka, alors que le riz à 25% de brisure vendu à 1950 ariary le kilo, comme l’a maintes fois annoncé le ministère de tutelle, se fait rare.

La Fac lance alors un appel à l’Etat pour intervenir auprès de ceux qui pourraient tirer profit de la situation actuelle et « prendre des mesures à l’encontre de ce réseau de spéculateurs des denrées alimentaires ».

Trois mois pour normaliser le kapoaka

L’association a également parlé de la formalisation du



kapoaka utilisé sur le marché qui fait partie des grands débats du moment. Elle recommande la mise en place d’un comité technique constitué de plusieurs parties prenantes, notamment les techniciens du Service de la métrologie légale (SML), les consommateurs et les départements ministériels concernés pour déterminer la norme à appliquer sur le marché. « Il faudra au moins trois mois de discussion et d’échange pour mettre en place ce nouveau projet », d’après Tiana Rabarison.

Suivant les réclamations reçues régulièrement par l’association, les doléances des consommateurs portent surtout sur les services dans le secteur de la télécommunication, plusieurs services publics, entre autres le service des domaines, la fiscalité et les forces de l’ordre, mais également le service de la Jirama.

Prix de l’électricité – La Jirama capitule face au gouvernement

HARILALAINA RAKOTOBÉ | L’EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 JANVIER 2021

Le système « Optima », censé réduire les frais des ménages reste en suspens. La Jirama doit trouver une autre alternative pour renflouer ses caisses.

À revoir. Le nouveau système de tarification de la Jirama dénommé « Optima » ne fait pas que des heureux et la plupart des usagers l’ont fait savoir en masse sur les réseaux sociaux. En réaction à l’application de l’Optima, la décision du conseil des ministres était claire « Il est observé que la hausse des tarifs devient insoutenable pour la majorité des usagers (...) il est à rappeler que la compagnie nationale de l’eau et de l’électricité bénéficie encore des subventions octroyées par l’État. En ce sens, il est d’usage de faire appel à l’expertise du ministère dans l’élaboration de ces systèmes de facturation » pouvait-on observer dans le procès-verbal du conseil d’avant-hier.

Une décision qui a été prise en compte par les dirigeants qui se sont empressés hier de revenir sur leurs décisions. « Peut-être que le mode de consommation de certains usagers a pu sensiblement évoluer depuis quelques temps. Une évolution qui ne pourrait s’adapter avec le nouveau système de tarification que nous avons mis en place » a avoué le directeur général de la Jirama Vonjy Andria-manga, hier lors



La solution de la Jirama est loin de faire l’unanimité.

d’un point de presse à Ankorondrano. Selon ce dernier, un peu plus de 80% des clients de la jirama ont vu leur facture baisser tandis que 10 % ont constaté des hausses.

Mécontentement.

Des propos que la plupart des consommateurs réfutent. « Pour ma part, ce nouveau système est un moyen déguisé pour appliquer une hausse du prix de l’eau et de l’électricité malgré le fait que la compagnie avance que ce sont des efforts pour baisser le prix de l’électricité » s’indigne un usager habitant la région Atsinanana. Un autre abonné qui était inscrit sous le tarif 16 classique avec une facturation de 177 920 ariary pour le mois dernier s’est vu proposer, par la Jirama, le nouveau tarif « confort » et se retrouve présentement avec une facturation à

hauteur de 201.948 ariary. Soit une augmentation de près de 25% pour la même consommation en termes de kilowattheures.

D’un autre côté, les associations des consommateurs ont haussé le ton hier sur ce point. « Est-ce que la Jirama a consulté l’office de régulation de l’électricité? Si c’est le cas, les associations des consommateurs auraient dû l’être aussi avant la mise en place de ce nouveau système. Par ailleurs, il est primordial de renforcer la bonne gouvernance dans la mesure où ce sont les simples consommateurs qui supportent les pertes de la Jirama alors que cette dernière octroie encore certains avantages à des particuliers comme quelques militaires, des hauts fonctionnaires ou encore les propres employés de la compagnie. Nous sommes plus de cinq cent soixante mille consommateurs inscrits à la jirama, près de quatre cent onze mille sur cette totalité doivent payer le prix fort tandis que le reste des privilégiés jouissent encore de ces avantages » s’insurge Tiana Rabarison, co-président de la fédération des associations des consommateurs.

Saison des pluies trop sèche: Tana a soif d'eau

EMRE SARI ET TIANA RAMANOELINA | LES NOUVELLES | 22 JANVIER 2021

Tana prend des airs de Grand Sud ces derniers temps.... L'eau manque. L'eau manque depuis des années dans les régions Anosy et Androy, en particulier, mais à présent, la capitale aussi a soif. Les précipitations ne sont tout simplement pas assez abondantes en cette période de saison des pluies.

Les données météo montrent un gouffre entre 2019 et 2020, sur la région de Tana (données de Météo Madagascar, le service météorologique gouvernemental). En cumulé, entre novembre et décembre 2019 et 2020, c'est une baisse de... 71% du nombre de millimètres de pluie tombés... En détails, en novembre et décembre 2019, il est tombé, respectivement, 146,5 mm de pluie sur 13 jours, et 124,4 mm de pluie sur 13 jours. En novembre et décembre 2020, il est tombé, respectivement, 20,2 mm de pluie sur 7 jours, et 58 mm sur 14 jours.

Ainsi, c'est tout l'approvisionnement en eau de la capitale et des campagnes alentour qui se trouve menacé. Le précieux liquide n'arrive plus dans nombre de robinets et de champs.

Dans certains quartiers, comme à Itaosy, l'eau n'arrive que vers 2 heures du matin. Ailleurs où l'eau est disponible le jour, des longues files d'attente se forment aux robinets publics ou devant des citernes. A Ivato, à côté de l'aéroport international, depuis plus de deux semaines, l'eau ne fait son apparition que vers 3h du matin, et seulement pendant une heure.

"Tana a besoin de 300 000 mètres cubes par jour et il y a un déficit de 100 000 mètres cubes", a chiffré le directeur général de la Jirama, Vonjy Andriamanga, jeudi matin, sur radio Antsiva. Ambatomaro, et Andraisoro, dans l'est de Tana, par exemple, sont particulièrement touchés. Vonjy Andriamanga les a d'ailleurs qualifiées de "zone rouge". "A Andraisoro et Ambatomaro, la population souffre de ce manque d'eau, a-t-il reconnu. Bien évidemment, on sera amenés à rechercher des solutions durables et pérennes. La première solution est la station de traitement d'eau à Amoronakona qui est déjà fonctionnelle et qui a pu résoudre une partie de ce problème. On va aussi mettre en place d'autres stations conteneurisées dans d'autres endroits et on en implantera une deuxième à Amoronakona qui peut produire 100 mètres cubes par heure. On fera tous nos possibles pour conduire l'eau vers Ambatomaro. On mettra en place 8 stations et ce sera fait au cours du premier semestre. Enfin, on a déjà commencé à Ankadindratombo." Le directeur général a également reconnu la vétusté des infrastructures.

Un peu plus loin sur les Hauts-Plateaux,



loin des tuyaux de la Jirama, le manque de pluie ruine l'agriculture. A Ambatondrazaka, une des deux grandes régions rizicoles de Madagascar. Le manque de précipitation est en train d'engendrer un autre problème : 70 % des rizières ne sont pas irriguées, aux dires de paysans locaux. A terme, il se pourrait que le riz local se raréfie sur le marché et devienne plus cher.

Julien est agriculteur dans la commune rurale d'Ambohijanaka, près d'Ambatondrazaka. "Ces temps-ci, il peut moins, je dirais même qu'on a affaire à une sécheresse... Et c'est assez rare en cette période. En tout cas, c'est un très mauvais signe pour nous agriculteurs car la récolte n'est pas très bonne, et les légumes non plus. Mais en plus de ça, on vendra moins alors qu'on aura consommé autant d'intrants comme de l'engrais ou des semences, donc on perdra de l'argent et on aura aussi un problème de trésorerie à régler."

Par le passé, les conséquences des mauvaises récoltes et des catastrophes météorologiques dépassent souvent les domaines agricole ou ménager.... En 2010, des incendies et une grave sécheresse ravagent les récoltes de blé de la Russie, un des plus grands exportateurs de la céréale indispensable pour faire le pain. D'autres pays de l'ex-URSS sont touchés aussi : Kazakhstan et Ukraine. Résultat, la Russie impose un embargo sur l'exportation de blé, pour nourrir sa propre population. La demande se raréfie, les cours s'envolent de plus de 50%... Et en bout de chaîne, le prix du pain bondit dans de nombreux pays plus au sud, notamment au Maghreb et au Proche Orient. La faim s'accroît pour des millions de gens qui descendent dans la rue. Et en 2011,

débutent les Printemps arabes, une série de contestations violentes contre des souverains autoritaires comme Hosni Moubarak en Egypte et Bachar Al-Assad en Syrie. Le prix du blé n'a évidemment pas tout fait... Mais il a été une des étincelles.

Tana prend des airs de Grand Sud ces derniers temps.... L'eau manque. L'eau manque depuis des années dans les régions Anosy et Androy, en particulier, mais à présent, la capitale aussi a soif. Les précipitations ne sont tout simplement pas assez abondantes en cette période de saison des pluies.

Les données météo montrent un gouffre entre 2019 et 2020, sur la région de Tana (données de Météo Madagascar, le service météorologique gouvernemental). En cumulé, entre novembre et décembre 2019 et 2020, c'est une baisse de... 71% du nombre de millimètres de pluie tombés... En détails, en novembre et décembre 2019, il est tombé, respectivement, 146,5 mm de pluie sur 13 jours, et 124,4 mm de pluie sur 13 jours. En novembre et décembre 2020, il est tombé, respectivement, 20,2 mm de pluie sur 7 jours, et 58 mm sur 14 jours.

Ainsi, c'est tout l'approvisionnement en eau de la capitale et des campagnes alentour qui se trouve menacé. Le précieux liquide n'arrive plus dans nombre de robinets et de champs.

Dans certains quartiers, comme à Itaosy, l'eau n'arrive que vers 2 heures du matin. Ailleurs où l'eau est disponible le jour, des longues files d'attente se forment aux robinets publics ou devant des citernes. A Ivato, à côté de l'aéroport international, depuis plus de deux semaines, l'eau ne fait son apparition que vers 3h du matin, et seulement pendant une heure.

“Tana a besoin de 300 000 mètres cubes par jour et il y a un déficit de 100 000 mètres cubes”, a chiffré le directeur général de la Jirama, Vonjy Andriamanga, jeudi matin, sur radio Antsiva. Ambatomaro, et Andraisoro, dans l’est de Tana, par exemple, sont particulièrement touchés. Vonjy Andriamanga les a d’ailleurs qualifiées de “zone rouge”. “A Andraisoro et Ambatomaro, la population souffre de ce manque d’eau, a-t-il reconnu. Bien évidemment, on sera amenés à rechercher des solutions durables et pérennes. La première solution est la station de traitement d’eau à Amoronakona qui est déjà fonctionnelle et qui a pu résoudre une partie de ce problème. On va aussi mettre en place d’autres stations conteneurisées dans d’autres endroits et on en implantera une deuxième à Amoronakona qui peut produire 100 mètres cubes par heure. On fera tous nos possibles pour conduire l’eau vers Ambatomaro. On mettra en place 8 stations et ce sera fait au cours du premier semestre. Enfin, on a déjà commencé à Ankadindratombo.” Le directeur général a également reconnu la vétusté des infrastructures.

Un peu plus loin sur les Hauts-Plateaux, loin des tuyaux de la Jirama, le manque de pluie ruine l’agriculture. A Ambatondrazaka, une des deux grandes régions rizicoles de Madagascar. Le manque de précipitation est en train

d’engendrer un autre problème : 70 % des rizières ne sont pas irriguées, aux dires de paysans locaux. A terme, il se pourrait que le riz local se raréfie sur le marché et devienne plus cher.

Julien est agriculteur dans la commune rurale d’Ambohijanaka, près d’Ambatondrazaka. “Ces temps-ci, il peut moins, je dirais même qu’on a affaire à une sécheresse... Et c’est assez rare en cette période. En tout cas, c’est un très mauvais signe pour nous agriculteurs car la récolte n’est pas très bonne, et les légumes non plus. Mais en plus de ça, on vendra moins alors qu’on aura consommé autant d’intrants comme de l’engrais ou des semences, donc on perdra de l’argent et on aura aussi un problème de trésorerie à régler.”

Par le passé, les conséquences des mauvaises récoltes et des catastrophes météorologiques dépassent souvent les domaines agricole ou ménager.... En 2010, des incendies et une grave sécheresse ravagent les récoltes de blé de la Russie, un des plus grands exportateurs de la céréale indispensable pour faire le pain. D’autres pays de l’ex-URSS sont touchés aussi : Kazakhstan et Ukraine. Résultat, la Russie impose un embargo sur l’exportation de blé, pour nourrir sa propre population. La demande se raréfie, les cours s’envolent de plus de 50%... Et en bout de chaîne, le prix du pain bondit dans de nombreux

pays plus au sud, notamment au Maghreb et au Proche Orient. La faim s’accroît pour des millions de gens qui descendent dans la rue. Et en 2011, débutent les Printemps arabes, une série de contestations violentes contre des souverains autoritaires comme Hosni Moubarak en Egypte et Bachar Al-Assad en Syrie. Le prix du blé n’a évidemment pas tout fait... Mais il a été une des étincelles.

Le Sud souffre toujours autant..

“L’ONU a demandé mardi aux pays donateurs “une aide d’urgence de 76 millions de dollars” pour venir au secours de près de 1 million de personnes dans le sud de Madagascar, qui est touché par la pire sécheresse depuis 10 ans”, écrit l’Agence France Presse dans une dépêche de mardi 19 janvier. Et de citer Jens Laerke, un porte-parole Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha) : “Une personne sur trois dans le sud est maintenant frappée par une sévère insécurité alimentaire. En temps de sécheresse, une des stratégies de survie est d’envoyer des membres de la famille travailler dans les villes plus importantes, mais les déplacements entre régions ont été interdits pendant des mois de confinement contre la pandémie”.

Inflation du prix des PPN - Impact sévère du marché international à Madagascar

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 22 JANVIER 2021

Faiblesse du dollar, conditions météorologiques non favorables et hausse des demandes de matière première chinoise. La situation du commerce international impacte sévèrement sur les prix des Produits de première nécessité (PPN) à Madagascar. Les importateurs malagasy sont sortis de leur silence pour raconter leur vécu actuel. Ils ont surtout mis l’accent sur la hausse du cours mondial de la farine, du blé, de l’huile alimentaire et du sucre. Sur le marché local, l’inflation est déjà palpable.

On constate une remontée du prix de l’huile de tournesol passant de 5 500 ariary à 7 000 ariary le litre. Difficile d’être épargné par l’évolution mondiale quand le pays est un grand importateur de produits alimentaires. « Le prix des PPN des importateurs est indexé au cours international. Entre 2019 à 2020, la farine et le sucre ont connu une augmentation à hauteur de 70% au minimum » rapporte Raoliarivony Tiana, représentante des importateurs. Cette hausse a commencé en juillet en pleine pandémie. Le prix s’est par la suite envolé jusqu’à la fin de l’année.

Outre le cours mondial, le fret maritime figure également parmi les obstacles à affronter par les importateurs. En ce moment, il est difficile de trouver des bateaux. Le prix des frets a alors doublé voire triplé sur le marché à cause de cette concurrence. « Nous rencontrons des difficultés à trouver des conteneurs. Un conteneur de 20 pieds coûte généralement



900 dollars. Mais les pays doublent voire triplent actuellement ce tarif et atteint jusqu’à 2 700 dollars. Les rumeurs parlent d’un monopole de trois à quatre entreprises qui pourraient être à l’origine de la situation. Tenant compte de ces paramètres et ces coûts, les prix des PPN au niveau national suivront la tendance correspondante » souligne Molou Nazavaly, un importateur. Il faut dire que Madagascar ne peut malheureusement pas résoudre un problème qui se trouve à l’international et auquel tous les pays font face.

Herimanana Razafimahefa : « Priorité à l'appui au développement local »

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 22 JANVIER 2021

« Les sénateurs effectueront des descentes à chaque inter-session parlementaire afin de soutenir les élus locaux dans toutes les communes éparpillées dans tout Madagascar », a déclaré ce nouveau président du Sénat.

Identifier les problèmes au niveau des Collectivités Territoriales Décentralisées tout en apportant des solutions y afférentes. « C'est ce que nous allons effectuer une fois que le bureau permanent du Sénat sera installé. Il y aura ainsi des descentes systématiques au niveau de toutes les communes éparpillées dans tout Madagascar à chaque inter-session parlementaire. En effet, notre priorité des priorités constitue l'appui au développement local, en soutenant particulièrement tous les élus locaux, sans considérer leurs couleurs politiques. Aucun élu au niveau des collectivités territoriales décentralisées, ne sera ainsi marginalisé même si l'on n'a pas la même appartenance politique », a déclaré le nouveau Président du Sénat, Herimanana Razafimahefa.

Initiative louée par le Président. Et lui d'enchaîner qu'il y a des maires qui ont besoin d'une assistance technique afin de contribuer au développement local. En outre, « les Sénateurs seront ainsi les porte-paroles des élus locaux tout en assurant la courroie de transmission avec le pouvoir exécutif, à part leur rôle en tant que pouvoir législatif. Ils vont identifier les contraintes rencontrées par ces élus locaux à travers des descentes sur le terrain. Des partenariats entre les deux parties seront ensuite renforcés pour pouvoir apporter des solutions y afférentes. L'objectif commun consiste à asseoir un réel développement socio-économique local. Cette initiative a été louée par le Président de la République,



Le nouveau président du Sénat, Herimanana Razafimahefa, veut bien soutenir tous les élus locaux, quel que soit leurs appartenances politiques.

Andry Rajoelina », a-t-il précisé. Il faut savoir que l'actuel Président de la Chambre Haute dispose d'une très bonne expérience dans le domaine du développement des collectivités territoriales décentralisées étant donné qu'il a déjà occupé le poste d'adjoint au Maire dans son parcours. Et hormis sa brillante carrière politique, le Président Herimanana Razafimahefa est également un économiste de formation sortant de l'université des Sciences Sociales de Grenoble. « J'ai opté pour la filière Economie Internationale », a-t-il ajouté. On peut ainsi dire qu'il est un vrai technicien maîtrisant bien le domaine de développement économique d'une nation, en partant par la promotion du développement local. En effet, tout se reconstruit à la base. Par ailleurs, il a déjà occupé le poste de Secrétaire général du ministère de l'Energie et

des Mines durant la période de 2002 à 2003. Avant d'être élu à la tête de cette institution, il était également le Secrétaire général au sein du ministère de l'Education Nationale.

Développement durable. Et ce n'est pas tout! Le nouveau Président de la Chambre Haute ne ménage pas ses efforts pour mener des actions sociales en faveur des couches les plus défavorisées. À titre d'illustration, « j'ai contribué à la scolarisation de 170 enfants issus de ces couches les plus vulnérables dans la commune rurale de Mahitsy, depuis sept ans maintenant, et ce, en partenariat avec une association allemande. Ces élèves ont été dotés de fournitures scolaires et de tabliers. Ils bénéficient également des cantines scolaires. Nous continuons toujours à les appuyer même si certains d'entre eux poursuivent maintenant leur éducation dans d'autres écoles secondaires. En outre, nous assurons le paiement des salaires des enseignants », d'après ses explications. La viabilisation de cette école primaire en matière d'adduction en eau potable et d'alimentation en électricité, n'est pas en reste. Le Président Herimanana Razafimahefa s'engage également dans la préservation de l'environnement afin de contribuer au développement durable de Madagascar. Raison pour laquelle, il a responsabilisé ces enfants scolarisés à effectuer chaque année un reboisement de jeunes plants endémiques autochtones sur une surface de 7 ha dans la commune de Mahitsy.

Secteur industriel – La LDIM aux oubliettes depuis 2017

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 22 JANVIER 2021

La Loi sur le développement de l'Industrie de Madagascar (LDIM) attend d'être promulguée depuis 2017, année de son adoption au parlement. La retouche, s'il y en a, tarde à être finalisée pour une promulgation, soulignent des opérateurs industriels. Cette loi constituait une lueur d'espoir pour eux qui voyaient une politique claire de développement du secteur industriel, après des années de bataille pour plus de considération.

Avec cette loi, le secteur secondaire attendait une hausse de 15 à 25% l'année dernière. Un abattement fiscal et des mesures douanières sur les machines industrielles entre autres,

figurent, ainsi que des mesures incitatives avec une clause de stabilité de 20 ans. « Avec ces projets annoncés tels que le « One district, one factory », nous espérons que le ministère de l'Industrie allait annoncer une bonne nouvelle dans le sens de l'application très prochaine de la LDIM», livre un industriel dans les huiles essentielles.

Les cas de concurrence déloyale ou mesures anticoncurrentielles ainsi que des passe-droits dans diverses activités devraient être mieux balisés par cette loi, outre les efforts déjà fournis par l'Autorité nationale chargée des mesures correctives et commerciales (ANMCC). Cette LDIM

souligne aussi l'effectivité du corps spécialisé d'inspecteurs industriels ainsi que le Fonds national pour le développement industriel (FNDI), une structure financière destinée à appuyer les industriels dans la mise en œuvre de leurs activités.

Il n'y a pas eu de réunion d'information ni de mise au point entre la direction générale de l'Industrie et le secteur depuis des mois, explique une autre source. En 2019, la direction générale de l'industrie a fait savoir que la finalisation de la loi n'était plus loin. Celle-ci n'a pas voulu apporter plus de précisions.